



Nations Unies

Assemblée générale

AG/11428

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Assemblée générale

Soixante-huitième

11^e - 12^e & 13^e séances plénières

matin - après-midi & soir

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE: « NÉGOCIATIONS DE LA DERNIÈRE CHANCE » EN PALESTINE ET « RISQUE D'EFFONDREMENT » EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le Président de l'État de Palestine a dit craindre aujourd'hui « des négociations de la dernière chance », alors que le Premier Ministre de la République centrafricaine a prévenu du « risque d'effondrement » de son pays, au troisième jour du débat général de l'Assemblée générale qui a vu une trentaine de délégations, dont une vingtaine de chefs d'État et de gouvernement, balayer les grands défis du moment qu'il s'agisse du règlement des conflits, de la consolidation de la paix ou du développement durable.

Accueilli par des applaudissements nourris, suscités par sa première apparition à la tribune de l'Assemblée générale, depuis la « décision historique » du 29 novembre 2012 qui a accordé à la Palestine le statut d'État observateur, le Président Mahmoud Abbas a exprimé son intention de poursuivre « avec l'esprit ouvert, une détermination ferme et une exigence de réussite » le nouveau cycle de négociations entamé, il y a quelques semaines, sous les auspices des États-Unis. « Nous allons respecter tous nos engagements et favoriser une atmosphère constructive afin de parvenir à un accord de paix d'ici à neuf mois. »

M. Abbas a affirmé qu'il se refusera d'entrer dans le vortex d'un nouvel accord intérimaire ou d'adhérer à des dispositifs de transition qui deviendront la norme et non l'exception. « Le cycle actuel de négociations semble être la dernière chance », a-t-il prévenu. Le simple fait de penser aux conséquences catastrophiques et terrifiantes d'un échec devrait pousser la communauté internationale à intensifier ses efforts pour ne pas perdre cette chance, a-t-il dit, en tirant la même sonnette d'alarme que le Premier Ministre centrafricain.

M. Nicolas Tiangaye a ainsi prévenu que si l'État centrafricain « s'effondre », de nouveaux réseaux criminels et terroristes pourraient s'implanter dans le pays et déstabiliser toute la région. Il n'y a pas d'alternative à court terme. Il faut une implication totale de la communauté internationale. « Compte tenu de l'échelle de violence et de l'étendue des dégâts », le Premier Ministre a voulu que la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) soit dotée d'un mandat clair et ferme du Conseil de sécurité avec pour mission la sécurisation, la pacification du pays et la protection des populations civiles. C'est à la communauté internationale qu'incombe le devoir de la doter de moyens financiers, matériels et logistiques afin de relever les nombreux défis auxquels le pays est confronté.

Pourquoi faut-il aider la Somalie? a comme dit en écho, le Président somalien, M. Hassan Sheikh Mohamud. Parce que l'avenir du pays, la sécurité de la région, en particulier la lutte contre les groupes d'Al-Qaida, et le triomphe sur la piraterie dans le golfe d'Aden, sont un défi commun. Au lendemain de l'attaque des Al-Shabab à Nairobi, le Président a appelé les partenaires à rester forts aux côtés du Kenya et de la Somalie. « Si nous restons déterminés et unis, nous gagnerons cette guerre. »

Il ne fait aucun doute que la guerre contre le terrorisme est un défi important à relever en Tunisie aussi, a avoué le Président Mohamed Moncef Marzouki. « À ceux qui disent que le printemps arabe se transforme en cauchemar », il a répondu qu'en Tunisie, ce printemps continuera et sera couronné de succès et a annoncé des élections au printemps 2014, sous supervision de l'ONU et de la Ligue arabe.

Je ne fais pas partie de ceux qui aujourd'hui se détournent de l'espoir suscité par le printemps arabe, a déclaré M. Elio Di Rupo, Premier Ministre de la Belgique. Nous devons soutenir ces pays, promouvoir des élections libres et les encourager à rédiger des constitutions qui garantissent les droits fondamentaux, la justice et l'équité. Le Premier Ministre a aussi exprimé la disposition de la Belgique à accueillir une conférence visant à assurer le soutien des partenaires économiques privés au processus de paix entre Israël et la Palestine.

Si la communauté internationale avait respecté son engagement de débloquer 10 milliards de dollars, les résultats auraient encore été meilleurs, a dit le Premier Ministre d'Haïti, en parlant des progrès enregistrés dans son pays. M. Laurent Salvador Lamothe a aussi parlé de la protection de l'environnement, faisant écho au Président des Îles Marshall.

« C'est la mer qui monte, ce n'est pas l'île qui se noie », a lancé M. Christopher J. Loeak, pour alerter les grands pollueurs sur les conséquences des changements climatiques. « Je ne me reposerai pas tant que mes confrères ne se seront pas engagés à agir, non pas par intérêt économique mais par un sentiment de responsabilité commune. »

L'Assemblée générale poursuivra son débat général demain, vendredi 27 septembre, à partir de 10 heures.

Suite du débat général

M. DONALD RABINDRANATH RAMOTAR, Président du Guyana, a voulu que l'on renforce les efforts menés en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment dans le domaine de la santé et de l'éducation. Il a soutenu à cet égard l'initiative « L'Éducation avant tout » lancée par le Secrétaire général.

Nous devons aussi traiter du problème des inégalités qui divise tant les pays pauvres que les pays riches, a-t-il ajouté, des inégalités qui sont la source de troubles sociaux et des conflits. Il a appelé les Nations Unies à œuvrer en faveur de la réduction de ce fossé et a estimé, à cet égard, que le « nouvel ordre mondial privilégiant l'humain » restait pertinent dans la lutte contre la pauvreté.

Pour l'après-2015, a poursuivi le Président du Guyana, nous devons consolider les acquis et instaurer un environnement international propice à la réalisation des objectifs. Soulignant que paix et développement sont inséparables, il a souhaité que les efforts se concentrent sur la paix dans le monde.

Il a donc plaidé en faveur d'un dialogue politique entre les parties syriennes. La communauté internationale a également son rôle à jouer, a-t-il ajouté, se félicitant de l'Accord conclu entre la Fédération de Russie et les États-Unis concernant la destruction des armes chimiques en Syrie. Il a également espéré un recul des forces terroristes dans ce pays, faisant observer qu'« un terroriste est un terroriste ».

En ce qui concerne l'Égypte, le Président guyanais a dénoncé le silence des grandes puissances mondiales face au récent coup d'État. Il a aussi plaidé en faveur d'une solution palestinienne juste, espérant que le peuple palestinien pourrait bientôt vivre en paix dans un État indépendant et viable. M. Ramotar a aussi demandé de lever les sanctions imposées à Cuba.

Le Président a ensuite indiqué que le nouveau Traité sur le commerce des armes, que le Guyana a ratifié, était très pertinent dans les Caraïbes. Il a expliqué combien son pays investit dans le développement de son peuple, 30% des dépenses publiques étant consacrées au secteur social. Cela nous a permis d'atteindre plusieurs OMD avant les délais prévus, notamment en matière d'éducation et de réduction de la pauvreté. Nous avons aussi amélioré la nutrition, a-t-il ajouté.

Le Président a cependant insisté sur les difficultés auxquelles son pays est confronté, comme les autres pays des Caraïbes qui ont subi les dures conséquences de la crise économique et financière mondiale. En tant que pays à revenu intermédiaire, on nous refuse des facilités de financement, s'est-il plaint. Il a demandé de revoir cette position en tenant compte des vulnérabilités particulières de la région où un simple ouragan peut annuler tout le produit intérieur brut (PIB).

M. Ramotar a saisi cette occasion pour dénoncer les effets nuisibles des changements climatiques pour des pays comme le sien. Il a regretté l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre, au lieu de la réduction promise. Il a salué l'initiative du Secrétaire général de convoquer un sommet sur les changements climatiques. Il a appelé la communauté internationale à venir en aide aux petits États insulaires en

développement avec une « approche sérieuse ». Il a demandé la création d'un fonds spécial à cet effet et qui soit facilement accessible.

« Nous condamnons les attaques terroristes contre le Kenya et exprimons notre solidarité fraternelle au peuple kenyan », a d'emblée indiqué M. HIFIKEPUNYE POHAMBAMBA, Président de la Namibie. Il a ensuite invité la communauté internationale, à l'approche de la date butoir de 2015, à faire le bilan des engagements pris en 2000 dans le cadre des OMD. Il a émis le vœu que le programme de développement pour l'après-2015 soit inclusif et centré sur les hommes, avec la mise en exergue de questions telles que la santé, l'éducation, la sécurité alimentaire, l'énergie, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, les jeunes et les handicapés.

Le Président a également souhaité que les changements climatiques et la préservation de l'environnement continuent d'être des thèmes de première préoccupation. Il a évoqué la onzième Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification qui se tient en ce moment à Windhoek, en Namibie. Il a souhaité que les travaux conduisent à des mesures d'atténuation des effets de la désertification et de la sécheresse, particulièrement en Afrique. Il a en outre plaidé pour que le programme de développement post-2015 tienne compte des préoccupations des pays à revenu intermédiaire telles que l'accès aux financements concessionnels. Ce programme devrait tenir compte de la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, de l'état de droit et du maintien de la paix et de la sécurité internationales. « Le développement durable requiert un financement adéquat et prévisible aux niveaux local et international », a plaidé M. Pohamba.

Il a salué la signature de l'Accord-cadre pour la paix, de sécurité et de coopération pour la République démocratique du Congo et la région, et a appelé tous les signataires à œuvrer à sa mise en place. Il a également salué les efforts de restauration de la paix engagés par la Force d'intervention rapide de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO). Il a appelé la communauté internationale à apporter son plein soutien à la MONUSCO et une assistance aux personnes affectées par ce conflit. Il l'a invitée à lever les sanctions contre le Zimbabwe, rappelant que les observateurs de l'Union africaine et de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) avaient estimé que les dernières élections générales du pays avaient été libres, pacifiques et crédibles.

M. NICOS ANASTASIADIS, Président de Chypre, a invité la communauté internationale à se souvenir des principes de la Charte des Nations Unies et a précisé qu'il n'était pas un « idéaliste romantique », mais plutôt un « réaliste pragmatique » qui espère la pleine et inconditionnelle mise en œuvre des principes et valeurs de l'ONU. Il a ajouté qu'il n'y avait pas de doute sur les contributions multidimensionnelles des Nations Unies, mais il a relevé qu'il était important de renforcer le rôle des Nations Unies et de garantir l'effectivité de ses décisions et actions. Il a ainsi expliqué que lorsque les décisions ou résolutions inspirées par le droit international ou condamnant les violations aux droits de l'homme ne sont pas mises en application, cela apparaissait comme un encouragement ou même une récompense à l'arbitraire.

Le Président a pris exemple de son pays qui, a-t-il rappelé, a été violemment divisé depuis près de 40 ans, en dépit des nombreuses résolutions du Conseil de sécurité qui appellent à sa réunification et au retrait des forces d'occupation. Il a indiqué qu'en dépit de difficultés économiques dont le pays fait face, il était déterminé à œuvrer sans relâche et avec détermination à trouver un accord définitif et viable, afin que toutes les communautés de Chypre puissent connaître la prospérité. M. Anastasiadis a rappelé également qu'il a fait savoir au Secrétaire général des Nations Unies que la situation actuelle était inacceptable, et que sa prolongation aurait encore plus de conséquences négatives sur les Chypriotes grecs et turcs. Il a, dans ce contexte, appelé de nouveau la Turquie et les Chypriotes turcs de son pays à faire montre de la même détermination et du même engagement en devenant des partenaires dans l'effort de réunification pour une nation chypriote pacifique, sécurisée et prospère.

Il a ensuite fait référence au discours du Président de la Turquie, M. Abdullah Gül, qui a dénoncé devant l'Assemblée générale, mardi dernier, le rejet par les Chypriotes grecs des propositions soumises en 2004 par la partie turque. Il a expliqué que ces mesures avaient été désapprouvées par un processus démocratique, et que cela ne constituait pas une excuse pour ne pas continuer à œuvrer pour une solution juste au désaccord qui les sépare. Il a tout de même salué le fait que la Turquie ait accepté des réunions avec les négociateurs de la communauté chypriote grecque, et a dit espérer que cela pourrait déboucher sur un accord. Il a souhaité que cet élan soit suivi par des mesures audacieuses qui pourraient être déterminantes pour une solution profitable aux deux parties et à tous les acteurs du processus.

Le Président a en outre indiqué avoir soumis des propositions parmi lesquelles le retour des habitants originels dans la ville fantôme de Famagusta, sous la supervision de l'ONU et en accord avec la résolution 550 (1984) du Conseil de sécurité. Il a également estimé que pour éviter un nouveau cycle de négociations frustrant, le moment des négociations était moins important que le fait qu'elles soient menées de façon inclusive et avec des objectifs clairs. Il a donné des conditions préalables à ces négociations en précisant que les accords devraient respecter les différentes résolutions de l'ONU, les accords de haut niveau et le principe de la transformation de Chypre en un État fédéral bizonal et bicommunautaire, avec une personnalité internationale unique, une souveraineté unique et une citoyenneté unique, tout en tenant compte de la qualité de membre de l'Union européenne de Chypre.

Il faudra donc accepter un rôle de l'Union européenne qui viendra compléter la Mission de bons offices de l'ONU. Il faudra aussi résoudre un des aspects importants du problème de Chypre, à savoir la question des personnes disparues. Il y a quelques mois, a conclu le Président, Chypre a été au centre de l'attention internationale à cause de la crise économique. Mais grâce à sa persistance, à sa détermination et à sa résilience, Chypre a su relever les défis et reviendra bientôt sur la voie de la relance et de la croissance.

M. JOHN DRAMANI MAHAMA, Président du Ghana, a d'abord rendu hommage au poète ghanéen Kofi Awoonor, tué lors de l'attaque terroriste qui a eu lieu à Nairobi, la semaine dernière. M. Awoonor, âgé de 78 ans, était aussi professeur, ancien ambassadeur du Ghana au Brésil et à Cuba et ancien Président du Conseil d'État, un conseil consultatif présidentiel. Il avait aussi été Envoyé du Ghana auprès des Nations Unies, a indiqué le Président.

Malgré cette période de terrorisme, le Président s'est dit heureux de venir, comme l'année dernière, avec de bonnes nouvelles du Ghana et du continent africain. L'Afrique est debout et droite. Elle marche résolument vers la stabilité politique et la prospérité économique. Avec confiance, elle poursuit sa route vers l'harmonie ethnique et religieuse. L'année dernière, a ajouté le Président, j'ai dit que le Ghana n'accepterait en aucun cas d'être utilisé pour déstabiliser les autres pays. Il s'est donc enorgueilli des progrès en Côte d'Ivoire et au Mali.

La démocratie, a estimé le Président, est un système qui se bâtit sur plusieurs décennies, un processus qui nous pousse vers une perfection qu'on sait hors de portée mais que l'on doit pourtant continuer à approcher, et, cette année, le Ghana a su surmonter les remous, après les dernières élections, s'est réjoui le Président. La victoire du Ghana n'est pas isolée, le Kenya a vécu la même expérience.

Au plan économique, le Président a exprimé sa détermination à mettre fin au chômage des jeunes, grâce à un fonds pour le développement des entreprises et l'emploi des jeunes. Six des dix économies les plus dynamiques au monde sont en Afrique, a-t-il souligné, en reconnaissant que cette croissance ne s'est pas traduite en emplois productifs. L'Afrique a créé 37 millions de salariés, au cours des dix dernières années, mais 63% de sa population active est encore piégée dans un travail peu rémunéré ou dans l'économie informelle. Quelque 50% de sa population ayant moins de 35 ans, l'Afrique doit transformer son économie.

Le Ghana, par exemple, ne peut continuer à être exportatrice de matières premières et de produits de base. Il doit faire de la valeur ajoutée et mettre fin aux simples exportations de grains de cacao, d'or brut, de pétrole, de gaz et de bauxite, pour finir par importer les produits raffinés et manufacturés à partir de ses propres matières premières. En plaçant le concept de valeur ajoutée au centre de son économie, le pays pourra créer des emplois pour les jeunes.

Pour ce faire, il a besoin, comme toute l'Afrique, d'investisseurs locaux et étrangers. Bien souvent, a reproché le Président, l'Occident suppose, et d'ailleurs à tort, que l'Afrique ne connaît pas sa valeur. Nous la connaissons, a affirmé le Président, mais ce que nous voulons ce ne sont pas des marques de sympathie mais des partenariats, « pour pouvoir tenir debout sur nos propres jambes ». Ce ne sont pas des dons que nous recherchons mais des opportunités car nous avons déjà montré qu'au bon moment et en saisissant la bonne occasion, l'Afrique peut réussir. Le Président a en effet conclu en attirant l'attention sur les progrès enregistrés par son pays dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), en particulier l'élimination de la pauvreté et de la faim, objectifs que le Ghana a réalisés avant les délais impartis.

Pour M. EGDORJ TSAKHIA, Président de la Mongolie, « plutôt que de voir 2015 comme la fin, il vaudrait mieux la voir comme le début d'une nouvelle ère pendant laquelle il faudra bâtir sur les acquis du passé, réduire les écarts et faire face aux nouveaux défis » qui sont malheureusement nombreux. Il a cité les 200 millions de personnes au chômage dans le monde, les 50 millions d'enfants non scolarisés et le fait qu'une personne sur huit connaît encore la faim. Parallèlement, plus de 900 milliards de dollars sont alloués

aux dépenses militaires chaque année alors qu'une fraction de ce montant va à l'éducation et à la santé, s'est indigné le Président pour qui une telle situation est « intolérable ». Il a également tiré la sonnette d'alarme face à la surconsommation qui dépasse les capacités fragiles de la planète. Face aux changements climatiques, il a dit: « Nous n'avons plus de temps à perdre. Nous devons changer ».

La Mongolie, en tant que vieille nation au cœur jeune et dotée d'abondantes ressources naturelles, s'est engagée sur la voie du développement ce dont témoigne son taux de croissance à deux chiffres, qui est l'un des plus élevés au monde, a expliqué M. Tsakhia. Le pays a également réussi à atteindre la plupart des OMD, mais cela ne suffit pas. Le Gouvernement travaille, en étroite collaboration, avec toutes les parties prenantes nationales, y compris les partis politiques, le secteur privé, les institutions de recherche, la société civile et les médias. Une collaboration qui doit déboucher sur le futur cadre de développement du pays, l'environnement y occupant une place de taille. Actuellement la Mongolie met en place un « super réseau asiatique pour le développement vert » qui produira de l'énergie renouvelable et la distribuera aux consommateurs asiatiques.

Le Président a également abordé la question de la lutte contre la corruption et sa politique de « tolérance zéro » qui a permis à la Mongolie de passer à la vingt-sixième place dans le classement de « Transparency international ». « La transparence est la clef de la lutte contre la corruption. Les citoyens ont le droit de savoir comment sont dépensés leurs impôts », a-t-il précisé. De plus, la Mongolie adhère au concept de développement démocratique, et occupe aujourd'hui la présidence de la Communauté pour la démocratie, ce qui était impensable il y a encore 20 ans, a-t-il poursuivi.

Le Président Tsakhia a également mis l'accent sur la nécessité de promouvoir les droits de l'homme. Après avoir travaillé à la « démocratisation à la maison », la Mongolie a aujourd'hui mis sur pied un Fonds de coopération internationale à cet effet, et partage son expérience avec le Kirghizistan et l'Afghanistan. Le Président a saisi cette occasion pour demander le soutien des États à la candidature de la Mongolie au Conseil des droits de l'homme en 2015.

Il a également réaffirmé la position mongole en faveur de la non-prolifération des armes de destruction massive et de leur élimination totale. À cet égard, il a rappelé la Déclaration de la Réunion de haut niveau sur les armes nucléaires, qui a eu lieu ce matin aux Nations Unies, dans laquelle les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont reconnu le « statut unique » de la Mongolie en tant que zone exempte d'armes nucléaires mais entourée de puissances nucléaires. « Faisons de notre monde un monde plus sûr et plus prospère », a conclu le Président Tsakhia.

M. BORUT PAHOR, Président de la Slovaquie, a d'emblée affirmé que la communauté internationale aurait dû savoir tirer les enseignements des génocides du Rwanda, de Srebrenica et du Darfour, mais qu'elle avait « de nouveau » échoué. Une nouvelle tragédie humaine se déroule devant nos yeux en Syrie, mais plus de deux ans depuis le début de la violence brutale perpétrée à l'encontre des civils, les dirigeants du monde n'ont toujours pas réussi à trouver une solution politique dans le cadre de l'ONU, a-t-il dénoncé. L'usage impensable d'armes chimiques est simplement considéré comme un crime de guerre et une attaque contre notre humanité commune. La diplomatie pacifique aurait-elle de nouveau échoué? Une intervention militaire serait-elle la seule issue à la violence? s'est-il interrogé.

Le Président Pahor a soutenu que lorsqu'un État échoue à protéger sa propre population, la communauté internationale a le devoir de réagir. Il a réclamé la mise en œuvre immédiate de l'Accord conclu entre les États-Unis et la Fédération de Russie sur l'élimination des stocks d'armes chimiques détenues par la Syrie, ainsi que la tenue en temps voulu de la Conférence de Genève II. Il a également estimé qu'en cette période de tensions et de défis, les responsabilités des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont d'autant plus grandes. Il les a appelés à renoncer à leur droit de veto dans les cas de génocide, de crime contre l'humanité et de violations graves du droit international humanitaire. M. Pahor a aussi appelé le Conseil de sécurité à renvoyer la situation en Syrie à la Cour pénale internationale (CPI).

Le Président de la Slovaquie a insisté sur l'importance de répondre aux racines des conflits et de renforcer les activités de prévention, en améliorant notamment la capacité de la communauté internationale à identifier les signes précurseurs des conflits et à lancer une action précoce. Il a également souligné l'importance de la confiance mutuelle pour assurer une coexistence pacifique et une stabilité à long terme. Il a annoncé que la Slovaquie et la Croatie avaient lancé le processus de Brdo dans le but de renforcer les relations et la réconciliation entre les États de la région.

M. MOHAMED MONCEF MARZOUKI, Président de la Tunisie, a rappelé la révolution pacifique de 2010 menée par les peuples arabes pour se libérer de dictatures corrompues qui empêchaient leur

développement. En réponse à ceux qui disent que le printemps arabe se transforme en cauchemar, M. Marzouki dit que ce printemps arabe n'est pas une étape finale mais plutôt le début d'un long chemin qui doit déboucher sur de nouveaux horizons démocratiques. Les peuples ont besoin de temps pour pouvoir maîtriser leurs révolutions et leur donner une chance de réussir. Conscient du fait que le printemps arabe peut échouer, il a affirmé qu'il était « du devoir de la communauté internationale » d'appuyer ces pays engagés sur la voie de la démocratie et de la paix. Il s'agit aujourd'hui de remplacer l'extrémisme par le nationalisme et le patriotisme et de maîtriser les forces politiques et idéologiques qui sapent les efforts de démocratisation dans les pays arabes.

En ce qui concerne l'Égypte, il a demandé la libération de Mohamed Morsi et de tous les détenus politiques. Abordant le cas de la Tunisie, il a regretté qu'elle fasse actuellement face au terrorisme, en rappelant les assassinats des deux politiciens Chokri Belaid et Mohamed Brahmi. Il ne fait pas de doute pour M. Marzouki qu'il s'agit là d'un défi important à relever. Il faut aussi relancer le niveau des investissements étrangers qui sont en train de ralentir. En outre, il a souligné la nécessité d'un bon apprentissage de la démocratie.

En Tunisie, nous avons une classe politique responsable, qui a continué le dialogue, et un peuple pacifique sensibilisé sur le plan politique, a affirmé le Président qui a assuré que le printemps arabe y continuera et sera couronné de succès. Il a annoncé à cet égard la tenue d'élections au printemps 2014 sous la supervision de l'ONU et de la Ligue arabe. Il faudra lutter contre les forces terroristes pour pouvoir poursuivre sur la voie d'une révolution pacifique, a-t-il encore précisé. De plus, il faut un gouvernement qui reflète la diversité de la société. Pour M. Marzouki, le succès de la Tunisie aura des répercussions profondes bien au-delà de ses frontières. Il a dit souhaiter mettre en place une justice transitionnelle et adopter un concept élargi de la démocratie qui permette d'apprendre les uns des autres. Il a souligné l'importance de la solidarité entre les peuples pour atteindre ces objectifs.

« Pétrifié par la violence qui a lieu en Syrie », M. Marzouki a indiqué que son pays appuyait l'opposition syrienne et avait expulsé les diplomates du régime syrien. Il a tiré la sonnette d'alarme face au sectarisme et à l'intervention de groupes djihadistes qui représentent un danger pour tous les pays arabes, y compris la Tunisie lorsqu'ils reviennent, a-t-il reconnu. Invoquant les souffrances du courageux peuple syrien, il a invité à une solution politique à « ce cauchemar » et a exigé que les responsables des violences soient poursuivis devant la Cour pénale internationale. Si la Cour avait agi plus tôt, le régime syrien n'aurait pas pu rendre sa présidence héréditaire ou condamné à mort ses opposants, a-t-il poursuivi. Il a rappelé que cette crise avait entraîné jusqu'à présent la mort de plus de 100 000 personnes et le déplacement de beaucoup d'autres.

Il a proposé la mise en place d'organes de prévention pour éviter ce genre de situation, comme une sorte de cour constitutionnelle internationale. La Tunisie appelle tous les États à appuyer ce projet. En tant que médecin, M. Marzouki a rappelé les bienfaits de la prévention dans le domaine médical et a dit vouloir les voir transposés dans le domaine politique.

Mme DALIA GRYBAUSKAITÉ, Présidente de la Lituanie, a affirmé que, dans le monde d'aujourd'hui, chaque État a le droit de choisir la voie qui convient à son expérience, sa culture et ses besoins, sans pour autant enfreindre les droits d'autrui. Le développement, a-t-elle souligné, ne doit pas être imposé mais promu. Elle a dénoncé ceux qui cherchent à imposer une trajectoire de développement précise, en exerçant des pressions économiques, en utilisant des outils cybernétiques ou encore en disséminant des informations fallacieuses, voire des menaces. Avoir recours à des outils économiques, énergétiques ou d'information pour créer des zones d'influence est injustifiable, a-t-elle dénoncé.

La Présidente de la Lituanie a annoncé que dans deux mois, à Vilnius, plusieurs États d'Europe de l'Est confirmeront leur engagement à achever les réformes nécessaires pour assurer leur croissance économique, leur stabilité politique et leur harmonie sociale. Elle a fait observer qu'il n'avait pas été aisé pour ces pays de décider de la voie à suivre, mais que leur choix aurait été rendu plus facile si on avait su respecter leurs décisions. Au lieu de cela, a-t-elle dénoncé, ils ont dû faire face à des restrictions commerciales, à des manipulations des prix des ressources énergétiques et à un « manque de respect » flagrant dans « l'espace de l'information ». Les pays du partenariat d'Europe de l'Est ne sont pas les seuls, s'est-elle insurgée. Même la Lituanie, qui préside le Conseil de l'Union européenne et qui a su consolider son développement avec succès, fait face à de telles pressions. Les entraves aux déplacements, les délais déraisonnables pour le transport des cargaisons et la guerre du lait ne sont que quelques-uns des exemples les plus flagrants, a-t-elle tranché.

Mme Grybauskaitė a fait observer que lorsque l'on subit de telles pressions, il est d'autant plus difficile de mettre en œuvre des réformes capables d'autonomiser la population et de l'initier au processus d'édification de l'État. La Présidente a voulu que le programme pour le développement pour l'après-2015 favorise un développement guidé par le libre arbitre et la prise en compte des besoins propres de chacun. Il ne doit pas y avoir de place pour l'imposition de politiques, de menaces ou la loi du plus fort.

M. BARON DIVAVESI WAQA, Président de la République de Nauru, a rappelé la situation unique des petits États insulaires en développement (PEID) qui doivent faire face à des difficultés multiples, comme la faillite du système financier mondial, la hausse des prix de la nourriture et de l'énergie, la sécheresse et la stagnation du flux de l'aide publique au développement (APD) et du financement de la lutte contre les changements climatiques.

Le Président a dit craindre que les efforts de développement durable soient insuffisants en l'absence d'une réforme fondamentale du fonctionnement de l'économie mondiale. « N'oublions pas que la plupart des problèmes qui ont entraîné la crise de 2008 n'ont pas encore été réglés », a-t-il lancé.

M. Waqa a noté à regret que les règles de la gouvernance économique étaient de plus en plus fixées de manière à servir les intérêts d'un petit nombre. Les résultats de ce système sont connus: « bulles boursières, bulles monétaires, bulles de pauvreté ». Lorsqu'elles éclatent, elles causent de grandes épreuves et entraînent une chute des investissements dans les infrastructures de base, l'énergie renouvelable, les services de santé et autres domaines qui contribuent au développement durable.

Évoquant la dernière bulle en date, la bulle du carbone, M. Waqa a averti que les énergies fossiles constituaient un très mauvais investissement à long terme. Elles font pourtant l'objet d'investissements privés à hauteur de 3 000 milliards de dollars, a-t-il relevé, s'étonnant de l'ampleur de ces investissements pour des activités destructrices. Il a demandé aux décideurs de donner la priorité aux personnes plutôt qu'aux profits, et à favoriser la transparence et la démocratie dans la gouvernance économique mondiale. Il a proposé de relancer cette discussion à l'Assemblée générale et de réformer les institutions de Bretton Woods.

Le Président a ensuite donné l'exemple de son pays qui a tiré le meilleur parti de l'APD, notamment pour consolider ses institutions. En outre, Nauru a augmenté sa participation au niveau international, notamment en présidant l'Alliance des petits États insulaires en développement (PEID). Cette Alliance a proposé une approche concrète pour accélérer la mise en œuvre des politiques et le développement des technologies visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Le Président a insisté sur le problème des changements climatiques qui constitue le plus grand défi pour les PEID en termes de sécurité. Il a demandé à cet égard la nomination d'un Représentant spécial sur le climat et la sécurité qui ferait rapport à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité. Il faciliterait en outre la coopération régionale sur les questions transfrontières. Le Président a aussi proposé que ce représentant aide les pays en développement à évaluer leur situation en termes de sécurité et à développer des plans de résilience.

En deuxième lieu, il a demandé au Secrétaire général de diriger une équipe spéciale relevant de tous les organes et institutions spécialisées pour évaluer la capacité et les ressources du système des Nations Unies face aux conséquences des changements climatiques.

Le Président de Nauru a achevé son discours par une question concernant la Syrie: devons-nous attendre que 100 000 personnes aient perdu la vie pour trouver des solutions à la paix et à la sécurité mondiales? Il a regretté que la gouvernance économique soit dictée par huit pays mais a salué les relations bilatérales de Nauru avec d'autres pays, comme l'Australie.

M. ROBERT MUGABE, Président du Zimbabwe, a dit appuyer le consensus qui se fait jour sur la nécessité de faire de l'élimination de la pauvreté « sous tous ses aspects » l'objectif principal du programme de développement pour l'après-2015. Il a fait observer qu'il était ambitieux de vouloir éliminer la pauvreté d'ici à 2030, mais que cela serait néanmoins possible à condition de mobiliser des efforts collectifs. Il a voulu que le programme de développement post-2015 aille au-delà de l'agenda social des OMD et permette d'assurer la transformation structurelle des économies afin d'assurer une croissance inclusive et durable.

Il a également estimé que ce programme se doit d'accorder la priorité à l'égalité entre les sexes, à la santé, à l'éducation et à l'environnement. M. Mugabe a ensuite appelé la communauté internationale à prêter dûment attention à l'importance des moyens de mise en œuvre. Outre les efforts nationaux, un appui

international de taille et un environnement économique international favorable sont nécessaires pour assurer la réalisation des OMD d'ici à 2015, en Afrique notamment.

Le Président du Zimbabwe a fait savoir que la réforme des activités économiques et sociales de l'ONU revêt une importance capitale à ses yeux. Il a notamment estimé que l'ONU doit se montrer capable d'assurer une coopération effective en matière de développement et insisté sur l'importance qu'il y a à modifier l'architecture du système financier international. Les termes actuels des échanges commerciaux ont été un lourd fardeau à porter pour les pays en développement depuis déjà trop longtemps, a-t-il aussi dénoncé.

M. Mugabe a poursuivi en saluant la position de principe de la Chine et de la Fédération de Russie sur la Syrie. Il a également estimé que la réforme du Conseil de sécurité se faisait attendre depuis trop longtemps. Pendant combien de temps encore l'Afrique doit-elle se voir nier le droit d'y jouer un rôle central? a-t-il notamment lancé, avant de réaffirmer son appui au Consensus d'Ezulwini.

Le Président du Zimbabwe n'a pas manqué de dénoncer les sanctions économiques qui ont été imposées par les États-Unis et l'Union européenne à son pays, y voyant là une forme d'hostilité et de violence à l'égard des Zimbabweens dont le « seul crime » a été de vouloir entreprendre des réformes agraires pour mettre les terres du pays dans les mains d'une majorité sans terre. Le Zimbabwe appartient aux Zimbabweens et ses ressources aussi, s'est exclamé M. Mugabe qui a appelé les États-Unis, le Royaume-Uni et leurs alliés à lever des sanctions « illégales et injustes ». Si ces sanctions avaient pour objectif d'opérer un changement de régime, a-t-il ajouté, le résultat des dernières élections nationales a clairement démontré ce qu'elles ne peuvent pas faire.

Le Président Mugabe a vivement dénoncé le fait que les États-Unis n'avaient pas reconnu le résultat des élections générales du 31 juillet, alors même, a-t-il fait observer, qu'elles ont été applaudies par l'Union africaine. Il semblerait, a-t-il dit, que les États-Unis et leurs alliés parlent de démocratie et de liberté en termes relatifs. Le Zimbabwe refuse le droit aux détracteurs occidentaux de lui imposer leur idée de la démocratie et de la liberté. Le Zimbabwe, a-t-il dit avant de conclure, ne sera plus jamais une colonie.

M. OTTO FERNANDO PÉREZ MOLINA, Président du Guatemala, s'est réjoui des progrès réalisés par son pays en matière de lutte contre la malnutrition chez les enfants. Le nombre d'enfants décédés de la malnutrition a baissé de 50%, a-t-il expliqué. Cette lutte est selon lui un préalable essentiel à une meilleure éducation. Le Guatemala entend en effet assurer un minimum de neuf années d'éducation gratuite, un objectif difficilement atteignable sans une alimentation saine et suffisante permettant aux enfants du pays de se développer physiquement et intellectuellement.

Le Président a également placé sous le signe de la recherche de la postérité ses efforts pour faire de l'économie guatémaltèque un environnement propice aux investissements. Le premier chantier de son gouvernement fut de faire reculer l'impunité dans le pays. Il a, à ce titre, tenu à remercier les donateurs internationaux pour leur soutien à la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala dont le mandat a été prolongé jusqu'en septembre 2015. Cette lutte contre l'impunité s'inscrit également dans la lutte du Guatemala contre les trafics de drogues et les réseaux criminels responsables de ces agissements, a-t-il assuré. Il a cependant souhaité féliciter les citoyens américains vivant dans les États du Colorado et de Washington pour leur choix de dépénaliser le cannabis, privilégiant ainsi une approche innovante. Il a dit espérer que la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la question de la drogue qui se tiendra en 2016 saura s'inspirer de ces expériences nouvelles.

M. MAHMOUD ABBAS, Président de l'État de Palestine, a d'emblée fait observer qu'il intervenait pour la première fois devant l'Assemblée générale, au nom de l'État de Palestine depuis la « décision historique » du 29 novembre dernier, d'accorder à la Palestine le statut d'État observateur. Il a rappelé qu'à cette occasion, il avait souligné que la Palestine avait pour objectif non pas de délégitimer l'État d'Israël, mais de consacrer l'existence d'un « État qui doit exister », celui de la Palestine, et que cet effort ne devait pas non plus se substituer aux « négociations sérieuses ». Alors qu'un nouveau cycle de négociations a commencé il y a quelques semaines sous les auspices du Président des États-Unis et de son Secrétaire d'État, a-t-il enchaîné, je vous assure que nous allons poursuivre nos efforts de bonne foi avec l'esprit ouvert, une détermination ferme et une exigence de réussite. Nous allons respecter tous nos engagements et favoriser une atmosphère constructive afin de parvenir à un accord de paix d'ici à neuf mois.

M. Abbas a affirmé que l'objectif de paix qui est recherché est déjà défini. L'objectif de ces négociations est sans ambiguïtés et les fondements du processus de paix et de l'accord recherché sont à portée de main. L'objectif, a-t-il précisé, est d'arriver à un accord de paix durable qui permette d'établir

« immédiatement » un État de Palestine entièrement souverain, ayant Jérusalem-Est pour capitale et dont la superficie recouvrira l'ensemble des territoires palestiniens occupés depuis 1967, afin de permettre à la Palestine de vivre en paix et en sécurité aux côtés d'Israël. Il a également appelé à la résolution de la situation des prisonniers palestiniens.

Ici, a enchaîné le Président de la Palestine, nous réaffirmons que nous refusons d'entrer dans le vortex d'un nouvel accord intérimaire qui s'éterniserait ou d'accepter des dispositifs de transition qui deviendront la norme au lieu d'être l'exception. Notre objectif, a-t-il précisé, est de réaliser un accord permanent et complet, un accord de paix entre Israël et la Palestine capable de résoudre toutes les questions en suspens et de nous permettre de déclarer officiellement la fin du conflit. Les termes de références et les paramètres de ces négociations bénéficient du consensus international.

Le Président de la Palestine a ensuite déploré le fait que 20 ans après la signature, en 1993, des Accords d'Oslo, le tableau semble particulièrement décourageant et sombre. Les grands rêves se sont brisés et les objectifs sont devenus plus modestes. Les objectifs d'Oslo n'ont pas été atteints, ni ses dispositifs et délais respectés. M. Abbas a également pointé du doigt la poursuite d'« intenses » activités de peuplement qui visent, a-t-il affirmé, à changer la situation sur le terrain, frappant ainsi de plein fouet le cœur même du processus de paix, en provoquant une profonde fracture dans sa pierre angulaire, à savoir la solution à deux États.

Le début de ce nouveau cycle de négociations est une bonne nouvelle, a admis M. Abbas. Mais, a-t-il prévenu, cela ne suffit pas pour baisser la garde et donner à la communauté internationale un sentiment de tranquillité qui serait largement exagéré. M. Abbas a exhorté la communauté internationale à condamner et mettre un terme à tous les actes posés sur le terrain qui seraient susceptibles de saper les négociations. Face aux colonies de peuplement, il a particulièrement salué la position de l'Union européenne, y voyant là un « modèle positif » de ce qui peut être fait pour créer un environnement propice à la poursuite des négociations et du processus de paix. Il a toutefois averti que les attaques « quasi-quotidienne » contre des lieux saints dans les quartiers occupés de Jérusalem, notamment la mosquée d'Al-Aqsa, aura des « conséquences désastreuses ».

Il faut renoncer à la mentalité de la force et de l'occupation et reconnaître les droits d'autrui, s'est impatienté M. Abbas. Il faut renoncer aux prétextes, aux obsessions sécuritaires et aux exigences qui ne font que pousser le conflit hors de son terrain politique vers l'abîme du conflit religieux dans une région qui porte déjà le fardeau de ce type de sensibilités.

Le Président de la Palestine s'est dit convaincu que le peuple israélien veut la paix et que la majorité appuie la solution à deux États. Notre message, a-t-il ajouté, tient à l'idée que ces deux peuples, Israéliens et Palestiniens, sont des partenaires pour la paix.

Même si la grande majorité de la population palestinienne est née après l'Al-Nakba de 1948, elle continue d'en être directement victime. Depuis le début de l'année, 27 Palestiniens ont été tués et 951 autres blessés par les balles de l'occupant tandis que 5 000 combattants de la paix languissent dans les prisons de l'occupant. Les réfugiés palestiniens, en dépit de leur neutralité, continuent de payer le prix fort et compte tenu de l'instabilité de la région, des dizaines de milliers d'entre eux ont été contraints d'entreprendre un nouvel exode.

Depuis le début de l'année, 850 demeures et autres structures ont été détruites à cause des activités de peuplement. Hormis le fait que Gaza soit toujours sous blocus, les colons israéliens ont perpétré cette année 708 « attaques terroristes » contre des « mosquées, des églises, des oliviers, des champs et des maisons de Palestiniens ».

Le temps presse, a-t-il enchaîné, et la fenêtre de la paix est en train de se refermer au fur et à mesure que les perspectives diminuent. Le cycle actuel de négociations semble être la dernière chance. Le simple fait de penser aux conséquences catastrophiques et terrifiantes d'un échec devrait pousser la communauté internationale à intensifier ses efforts pour ne pas perdre cette chance. « L'heure de la liberté pour le peuple palestinien a sonné. L'heure de l'indépendance de la Palestine a sonné. L'heure de la paix a sonné », a conclu le Président Abbas.

M. JOSEPH MUSCAT, Premier Ministre de Malte, a indiqué que même si la réalisation des OMD a connu des succès, il reste beaucoup à faire. « Nous sommes à un tournant », a-t-il averti. C'est pourquoi, la communauté internationale a reconnu la nécessité de reconduire ces objectifs au-delà de 2015. L'éradication de la pauvreté et la promotion d'un développement durable doivent se trouver au cœur du programme de

développement pour l'après-2015, a soutenu le Premier Ministre qui a ajouté que l'humanité ne peut pas attendre la fin de la crise financière pour agir.

À ce sujet, Malte est fière de sa longue histoire de solidarité renforcée par son adhésion à l'Union européenne. Cette solidarité demeure la pierre angulaire de ses relations extérieures, a indiqué le Premier Ministre. En outre, Malte est fière d'avoir été celle qui a proposé à l'Assemblée générale que le climat devienne une préoccupation commune de l'humanité. Ce concept a lancé le processus d'adoption par les Nations Unies de la Convention-cadre sur les changements climatiques, a-t-il rappelé.

Le Premier Ministre a ensuite évoqué le problème des immigrés clandestins auquel Malte ne peut faire face seule, a-t-il averti. La communauté internationale doit faire plus face à cette réalité qui n'est autre que la manifestation de notre échec commun, a-t-il dit. L'immigration illégale, le trafic d'êtres humains et l'esclavage moderne sont les problèmes de tous et nous devons y trouver une solution mondiale et non plus régionale, s'est-il impatienté.

Il n'y aura pas de développement durable sans paix, sans lutte contre la corruption, sans respect des droits de l'homme, sans équité économique et sans justice sociale, a prévenu le Premier Ministre. Les Nations Unies peuvent et doivent faire plus pour sauvegarder la dignité humaine et remuer la conscience de l'humanité, a-t-il déclaré.

Le Premier Ministre a aussi évoqué les conflits qui secouent et troublent son pays, compte tenu de sa position géostratégique au milieu de la Méditerranée. Les vents du changement et des luttes pour la démocratie en Afrique du Nord ont donné lieu à de nouvelles réalités auxquelles nous n'avons pas pensé au moment où les OMD ont été écrits, a-t-il dit. Le sectarisme, les tensions religieuses, les luttes de pouvoir ont freiné ou renversé les progrès en matière de développement, dans ces pays. « La mer est prête à bouillir et le prochain conflit sur les ressources et même sur la culture, est sur le point d'éclater », a averti le Premier Ministre.

Le statu quo n'est pas acceptable, a-t-il dit, et tout doit être fait pour soutenir les démocraties fragiles qui se battent pour s'enraciner sur des terres où des dictateurs régnaient. Il faut les soutenir pour que leur région fleurisse tout comme le commerce régional et les échanges culturels.

Ne parlons pas de l'après-2015 avant de résoudre ces problèmes. Le coût de l'inaction serait plus élevé que le coût de l'engagement. Pour réussir, il nous faut les Nations Unies. Elles doivent être la force autour de laquelle toutes les nations gravitent pour résoudre les différends, en écoutant les peuples qui ont besoin d'être associés aux processus de prise de décisions puisqu'il s'agit de leur vie et de leurs moyens d'existence.

M. SHINZO ABE, Premier Ministre du Japon, a d'abord exprimé son indignation face à l'usage d'armes chimiques en Syrie. Le Japon considère que la fin de la violence, l'augmentation de l'aide humanitaire et le lancement d'un dialogue politique sont des urgences. Le Premier Ministre a indiqué que son pays continuera de déployer son aide, y compris dans les endroits tenus par les groupes d'opposition. Il consacrera en outre 60 millions de dollars à l'aide humanitaire à la Syrie et aux pays voisins.

Le Premier Ministre est revenu sur le choix de Tokyo comme ville hôte des Jeux olympiques et des Jeux paralympiques de 2020. En prévision de ces événements, a-t-il dit, notre obligation est de reconstruire l'économie japonaise et de faire du Japon une puissance fiable qui travaille pour le bien de l'humanité. « Je m'engage ici à faire du Japon une force pour la paix et la stabilité comme il l'a toujours été et même encore mieux », a promis le Premier Ministre. Le Japon portera à cet effet le drapeau de sa « contribution proactive à la paix », attaché qu'il est à la notion de « sécurité humaine », reconnu désormais par l'Assemblée générale.

Le Japon, dont les intérêts nationaux sont fermement liés à la stabilité des mers, estime que les changements de l'ordre maritime par la force ou la coercition ne peuvent en aucun cas être tolérés. Le Japon, qui connaît les affres de la bombe nucléaire, se consacre activement au désarmement et à la non-prolifération nucléaires, ainsi qu'à l'élimination totale des armes nucléaires.

Le développement du nucléaire en République populaire démocratique de Corée (RPDC) est donc inacceptable pour le Japon qui craint aussi que cette dernière ne mette la main sur d'autres armes de destruction massives. La RPDC devrait écouter la voix unanime de la communauté internationale et le Japon demande aussi le retour sans condition de tous les ressortissants japonais enlevés par la RPDC. Toute normalisation des relations diplomatiques avec la RPDC serait impensable sans la résolution de ce problème, a prévenu le Premier Ministre.

Le Premier Ministre a aussi parlé du nucléaire iranien, du Moyen-Orient et du dynamisme de l'Afrique qui a pu évoluer lors de la cinquième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en juin dernier. Il a ensuite appelé à une réforme « sans délai » du Conseil de sécurité, en prévenant que la détermination de son pays à y devenir membre permanent n'a absolument pas faibli.

Mais tout doit partir de la relance de l'économie du Japon, a-t-il encore souligné et ce faisant, il a parlé de la mise en œuvre, au niveau national, du concept de « womenomics » fondé sur le postulat que plus l'autonomisation est mise en avant, plus le taux de croissance augmente. Au plan international, le Japon entend devenir l'un des principaux contributeurs d'ONU-Femmes; il compte développer un plan national d'action sur les femmes, la paix et la sécurité, en coopération avec les gens qui travaillent à la base; entend travailler avec la CPI et la Représentante spéciale du Secrétaire général sur la violence sexuelle en période de conflit; et prévoit de présenter, une nouvelle fois, un projet de résolution sur les femmes et les catastrophes naturelles.

Le Premier Ministre a aussi promis une contribution à la reconstitution du Fonds pour la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose. Mais préférant les approches « holistiquement individuelles », le Japon a annoncé lors de TICAD V, la promotion d'une couverture de santé universelle et pour ce faire, le versement d'une somme de 500 millions de dollars au continent africain. Le Japon déploiera autant d'efforts pour aider les entreprises locales qui fabriquent des produits particulièrement essentiels dans les pays en développement comme les pastilles désinfectantes et pour promouvoir le rôle de la femme dans les processus de paix. Il est prêt à débloquer la somme de 3 milliards de dollars dans les trois prochaines années, a affirmé le Premier Ministre.

15 heures

Pour M. IVO JOSIPOVIĆ, Président de la Croatie, il est difficile de parler de développement durable sans parler des préalables qui sont la paix et la sécurité. En tant que communauté mondiale, nous sommes malheureusement toujours confrontés à des crises internationales et des menaces de conflits, a-t-il dit, en citant le cas de la Syrie. La Croatie condamne fermement l'utilisation d'armes chimiques et exige que le nécessaire soit fait pour que les responsables de ces crimes ne jouissent pas de l'impunité. Après avoir salué le cadre américano-russe du 14 septembre, il a estimé qu'il fallait maintenant veiller à son respect et à sa mise en œuvre, à commencer par le processus du Conseil de sécurité qui doit rapidement déboucher sur une résolution.

Il a rappelé que cette année marquait le quinzième anniversaire de la fin du mandat de la Mission des Nations Unies en Croatie (UNTAES), un des plus grand succès de l'histoire du maintien de la paix de l'ONU. Depuis, le pays a parcouru un long chemin et est devenu contributeur aux opérations des Nations Unies. Cette année marque également le vingtième anniversaire du Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, que la Croatie a appuyé dès le départ, partageant la forte détermination de la communauté internationale à mettre fin à la culture d'impunité. À cet égard, la mise en place de la CPI en 1998 constitue l'une des plus grandes réalisations de l'humanité au XX^e siècle et le début d'une nouvelle ère de responsabilité.

D'expérience, a poursuivi le Président, la Croatie sait que le maintien de la paix suppose souvent un engagement à long terme de la communauté internationale. L'ONU a reconnu ce fait et a créé la Commission de consolidation de la paix (CCP) à laquelle la Croatie a participé dès le début. Plus tôt aujourd'hui, en tant que Président de la CCP, la Croatie, en coopération avec ONU-Femmes, a organisé une réunion ministérielle sur l'autonomisation des femmes en période postconflit. Pour la Croatie, les progrès en matière d'état de droit, des droits de l'homme, de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption doivent aller de pair en situation postconflit

Pour sa part, la Croatie continue de promouvoir une société démocratique et ouverte, comme meilleur garant des droits de l'homme. D'ailleurs, la Croatie est un fervent défenseur de l'abolition de la peine de mort et souhaite tout mettre en œuvre pour défendre les droits des femmes et des minorités. À cet égard, le Président a rappelé que la Croatie, qui reconnaît pleinement le rôle des Nations Unies et ses mécanismes des droits de l'homme, a présenté sa candidature au Conseil des droits de l'homme de l'ONU pour 2015.

S'agissant de la sécurité, il a estimé que la prolifération des armes de destruction massive est une question prioritaire qui suppose un travail sérieux au plan national et la plus large coopération possible au plan international. La Croatie est également concernée par la propagation sauvage des armes légères et de

petit calibre qui représentent un risque réel pour la stabilité et la sécurité des petits États fragiles. En tant qu'État signataire du Traité sur le commerce des armes, la Croatie appelle tous les États à le signer.

En « préparant le terrain » pour le programme de développement pour l'après-2015, la communauté mondiale continue à être confrontée à de nombreux défis. La Conférence Rio+20 sur le développement durable a donné des directives importantes sur l'architecture multilatérale nécessaire à la mise en œuvre des objectifs. Il faut dès à présent mettre l'accent sur des institutions fortes, sur la solidarité, la justice, le développement social et le respect de l'environnement, a estimé le Président. À cet égard, l'éducation représente un des instruments clés pour y arriver et l'un des plus puissants catalyseurs du développement. Dans cet esprit, la Croatie est fière de faire partie des pays de la première initiative mondiale pour l'éducation et appelle tous les États Membres à joindre leurs efforts pour assurer son succès.

M. CHRISTOPHER J. LOEAK, Président des Îles Marshall, a fait part de l'optimisme que lui inspire l'évolution diplomatique sur la question syrienne, estimant néanmoins que la voix commune de la communauté internationale s'est faite entendre trop tard. Ce n'est d'ailleurs qu'un exemple parmi d'autres d'une liste croissante des prix tragiques de l'inaction, a-t-il dénoncé.

M. Loeak a parlé de l'adoption, ce mois-ci, par les petits États insulaires en développement, de la Déclaration de Majuro sur le leadership climatique. Il a indiqué que son pays est sur la bonne voie pour achever la solarisation de ses îles extérieures, et que la région dans son ensemble œuvre pour réduire ses émissions de gaz à effet de serre grâce au « Pacific New Energy Drive ». Le message que nous voulons envoyer à nos partenaires mondiaux, les plus grands pollueurs, est clair: si nous pouvons le faire, vous pouvez le faire aussi. Le Président a exhorté les dirigeants du monde à s'engager « dans un esprit ouvert » l'année prochaine, au Sommet convoqué par le Secrétaire général sur les changements climatiques. « C'est la mer qui monte, ce n'est pas l'île qui se noie, et je ne me reposerais pas tant que mes confrères ne se seront pas engagés à agir, non pas par intérêt économique mais par un sentiment de responsabilité commune », a prévenu M. Loeak.

Soulignant que les océans et les ressources halieutiques sont une véritable ressource mondiale, le Président a également voulu que les océans soient dûment inclus dans le programme de développement pour l'après-2015. Il a fait savoir que les États du Pacifique assument un rôle de chef de file dans la gestion équitable des pêches et qu'ils parviennent par là-même à augmenter leur croissance économique. Cependant, a-t-il déploré, en dépit de toutes les « marques de sympathie entendues à la Plénière », la protection de la pêche est trop souvent la victime des intérêts commerciaux à court terme de nos partenaires. Il a dénoncé la menace brandie par des « nations éloignées » d'imposer des sanctions sur les pêches, « sans doute pour punir nos efforts de protection », s'inquiétant notamment du fait que cela n'aide en rien le développement régional, ni la sécurité alimentaire dans le monde.

Pour M. Loeak, la tenue, l'an prochain à Samoa, de la « réunion internationale des petits États insulaires et des partenaires au développement », doit être l'occasion de bien réfléchir à la question de savoir si la soif des terres rares enfouies dans les fonds marins et la faim des pêches intensives sont vraiment plus importantes que le droit des petits États insulaires au développement économique et à la protection de leur environnement.

Pour les dirigeants de ces États, a estimé le Président, le moment est venu de lancer leur propre partenariat et de collaborer à cette fin. Ils ont déjà jeté les bases d'un dialogue sans précédent pour améliorer le partenariat avec l'ONU, s'agissant des catastrophes naturelles, du développement et de la protection de l'environnement. L'ONU doit renforcer sa présence dans nos pays si elle tient à être véritablement « Unie dans l'action », a-t-il commenté, avant d'appeler à des discussions directes entre l'ONU et sa région.

Le Président a rappelé le rôle joué par l'ONU, pendant la guerre froide, lorsque les essais nucléaires ont été autorisés dans sa région. Bien que les États-Unis, ancienne puissance administrante des Îles Marshall, n'aient toujours pas reconnu leur responsabilité, M. Loeak s'est dit encouragé par l'engagement déclaré du Secrétaire général à répondre à l'impact toujours réel des essais nucléaires dans la région du Pacifique.

M. TEODORO OBIANG NGUEMA, Président de la République de Guinée équatoriale, a fermement condamné l'attentat qui a eu lieu au Kenya et a demandé aux Nations Unies de prendre des mesures sévères contre de tels crimes. Il a imputé en partie l'échec des Nations Unies à faire prévaloir la paix dans le monde au fait que l'égalité souveraine entre États se manifeste uniquement dans des déclarations de principe. On assiste aujourd'hui à la multiplication des catastrophes naturelles, des conflits et du terrorisme, sans compter la faim qui afflige toujours les trois quarts de la population du monde, a-t-il déploré.

D'autre part, on voit quotidiennement l'incompréhension de la part de certains États dont les mobiles idéologiques ont créé une sorte de guerre froide où « les autorités morales » revendiquent la liberté d'action pour manipuler le destin des peuples. Sans paix il ne saurait y avoir de développement et sans développement il est impossible de garantir la dignité des peuples, a-t-il fait valoir avant d'appuyer le principe du règlement pacifique des conflits par la médiation et l'arbitrage.

En Guinée équatoriale, la situation politique, économique et socioculturelle est encourageante, selon lui, car le pays profite d'une paix et d'une stabilité qui sont porteuses de son développement et qui permettent à une véritable démocratie de mûrir. À l'heure actuelle, des réformes politiques sont en cours grâce aux accords du Pacte politique national, a-t-il encore précisé.

Préoccupé par l'ingérence humanitaire des Nations Unies qui, « loin de garantir le bien-être des populations, vise davantage à changer la donne politique des pays au mépris de leur souveraineté nationale ». Il a insisté sur le fait que la démocratie ne peut pas être imposée de l'extérieur. Pourquoi faut-il intervenir par la force dans les conflits internes de pays qui se gouvernent eux-mêmes? a-t-il demandé. En fait, tout se réduit à « une action néocolonialiste » de ceux qui souhaitent mettre la main sur les ressources naturelles. La sécurité et le développement constituent un tout et la Guinée équatoriale ne saurait cautionner la tendance actuelle de la destruction sans discernement pour profiter de la manne de la reconstruction.

Le Président Nguéma a demandé que la démocratie règne d'abord au sein des Nations Unies. Il a estimé qu'il n'y a pas d'autres alternatives que de procéder à une réforme, en particulier du Conseil de sécurité pour qu'il protège de façon impartiale les intérêts de toutes les nations. Abordant la question de la réalisation des OMD dans son pays, il a expliqué que la Guinée équatoriale a approuvé un programme de développement, avec l'ambition de devenir un pays émergent d'ici à 2020.

Il a plaidé pour une aide internationale à l'Afrique dont certains États fragiles sont confrontés au crime organisé, au terrorisme et au mercenariat. Il a conclu sur la Syrie pour condamner l'escalade de la violence alimentée par des intérêts opaques. Il a demandé un cessez-le-feu immédiat et le départ des pays qui y sont actifs « au nom de l'honneur et de la dignité du peuple syrien ». Toute intervention externe devrait se limiter, selon lui, à la destruction des armes chimiques.

M. HASSAN SHEIKH MOHAMUD, Président de la République fédérale de Somalie, a condamné l'attaque terroriste perpétrée à Nairobi qui démontre que la lutte contre Al-Qaïda et ses sbires des Al-Chabab dans la corne de l'Afrique est loin d'être terminée. Elle démontre aussi que la lutte contre les Al-Chabab doit se faire sur les fronts militaire, économique, politique et idéologique. Elle démontre enfin que les Al-Chabab ont posé un genou à terre mais qu'ils ne sont pas morts. Le Président a donc plaidé pour le renforcement de la Mission d'observation militaire de l'Union africaine en Somalie (AMISOM), en prévenant qu'il ne faut ni sous-estimer et ni surestimer les Al-Chabab, mais qu'il faut se garder de succomber à leur propagande « infantile, irresponsable et inutile ».

Laissez-moi vous dire, a poursuivi le Président, nous allons combattre et défaire les Al-Chabab dans les déserts et les villes, sur l'Internet et les médias sociaux, sur les ondes et dans les journaux, dans les écoles, les collèges et les universités. Nous les vaincrons. Nous les avons battus sur le champ de bataille, a-t-il insisté, et nous devons maintenant combattre leur poison idéologique avec des stratégies novatrices, les technologies les plus sophistiquées, l'éducation des peuples et une communication incessante. C'est notre engagement et nous l'honorerons, a affirmé le Président avant d'appeler les partenaires à rester forts et aux côtés du Kenya et de la Somalie. Si nous restons déterminés et unis, nous gagnerons cette guerre, a promis le Président.

Il est ensuite passé aux progrès enregistrés par son gouvernement qui a posé la base d'un nouveau système de gestion du trésor public. Il a espéré que ce système permettra aux donateurs de convenir d'arrangements financiers avec l'assurance que les fonds atteindront effectivement leurs destinataires. C'est le cœur même du Pacte que nous avons signé à Bruxelles, au début du mois, a rappelé le Président.

Sur le plan politique, il a annoncé que son gouvernement a commencé à jeter les bases pour le retour d'une gouvernance effective, stable et représentative en Somalie, pierre angulaire d'une paix durable. Le Parlement a déjà adopté la loi sur la Commission indépendante chargée de la révision de la Constitution et de sa mise en œuvre. En mars dernier, le Gouvernement a signé un accord avec les autorités du Puntland, gravant ainsi l'engagement commun de mettre en place un système fédéral de gouvernance.

Le 27 août, un accord a été signé qui crée une administration intérimaire à Juba, qui voudrait faire partie de la Fédération somalienne. Des démarches similaires ont d'ailleurs été entamées dans d'autres parties de la Somalie. Grâce aux bons offices de la Turquie, le dialogue se poursuit avec les autorités du Somaliland, soulignant la détermination de préserver l'unité du pays mais ni par la force ni par la coercition.

Mais, a reconnu le Président, les défis restent énormes. Il a annoncé l'Initiative « Vision 2016 », un effort concerté pour finaliser la Constitution, créer le système fédéral et préparer le terrain pour les élections. Pourquoi faut-il aider la Somalie? Parce que, a répondu le Président, l'avenir du pays, la sécurité de la région, en particulier la lutte contre les groupes d'Al-Qaida, et le triomphe sur la piraterie dans le golfe d'Aden, sont en fait un défi commun.

M. MANUEL SERIFO NHAMAJO, Président de transition de la Guinée-Bissau, a d'emblée demandé « patience, compréhension et solidarité » à la communauté internationale. La générosité, a-t-il insisté, n'est pas contraire à la froide rationalité des relations entre États souverains. Qualifiant sa fonction de « meilleure option valable » après le coup d'État d'avril 2012, il a rappelé qu'il a fallu circonscrire la dynamique du coup d'État, contrôler ses conséquences politiques, limiter sa portée institutionnelle et jongler avec deux positions opposées qui ont émergé à la fois dans le pays et à l'extérieur.

La première position, a dénoncé le Président de transition, était pour le moins « curieuse et tragique ». Elle était défendue par des gens qui souhaitent le pire à la Guinée-Bissau, par des gens qui ont parié sur la dégradation de la situation politique du pays pour prouver leur thèse, confirmer leurs prédictions et mettre en œuvre leurs idées politiques sur la manière de résoudre la crise. Ces gens ont essayé d'appliquer la formule du « pire c'est pour la Guinée-Bissau, mieux c'est pour nous ». Ils ne servaient en effet que leurs intérêts mais avec une position aussi radicale, ils ont réussi à vexer un peuple certes humble mais fier. Il ne faut pas oublier que la Guinée-Bissau est née « de siècles de douleurs et d'espairs » et d'une lutte dure mais victorieuse pour son indépendance.

Pour faire prévaloir la deuxième option, le pays a pu s'appuyer sur « le réalisme et la solidarité » de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), laquelle a obtenu, entre autres du Conseil de sécurité, la gestion de la période de transition. Le Parlement étant toujours opérationnel, il a pu donner à la transition politique la légitimité qu'il lui fallait. Le Président de transition est donc le fruit d'un processus mené par un Parlement élu démocratiquement.

Le Président a expliqué qu'il est lui-même membre du Parlement, élu quatre fois successivement, et Premier Vice-Président dudit Parlement. Je suis donc, a-t-il déclaré, un démocrate convaincu et n'ai jamais commis ou ordonné un coup d'État. À ce stade, et ce n'est pas rien, a reconnu le Président de transition, ce qui manque ce sont les fonds pour assurer un processus électoral efficace, transparent et indiscutable.

La Guinée-Bissau est prisonnière du cercle vicieux de la pauvreté et de l'instabilité politique, a dit le Président qui a fait part des « modestes » progrès en matière de développement, que son pays a enregistrés pendant cette période de transition politique. Il a particulièrement remercié, outre la CEDEAO, la France, l'Espagne, le Timor oriental, la Chine et le Président ainsi que le Secrétaire exécutif actuel de la Communauté des pays de langue portugaise avec laquelle il a espéré la normalisation rapide des relations.

M. JAMES WANI IGGA, Vice-Président du Soudan du Sud, a remercié l'ensemble de la communauté internationale qui a aidé son pays à sortir d'un conflit vieux de plusieurs décennies. Compte tenu de la complexité de la situation, la mise en œuvre de l'Accord global de paix a été relativement réussie, a-t-il jugé. Cependant, les protocoles des États du Kordofan méridional et du Nil bleu, la zone contestée d'Abyei et la démarcation des frontières entre le Soudan du Sud et le Soudan continuent d'entraver la pleine application de l'Accord de paix.

Évoquant les relations avec son voisin, le Vice-Président a souligné la tension créée par la suspension intermittente du flux du pétrole à travers le Soudan. À l'intérieur même du Sud, d'anciennes querelles réapparaissent à propos des pâturages et des points d'eau. Le Gouvernement s'efforce de pacifier l'ensemble du Soudan du Sud, a assuré M. Igga.

« Il nous faut construire un pays à partir de rien », a rappelé le Président. L'absence d'infrastructures contribue aux pires indicateurs de développement humain, notamment en ce qui concerne la mortalité maternelle et infantile et le taux d'analphabétisme. Avec l'appui de ses partenaires régionaux et internationaux, le Soudan du Sud a toutefois entamé le développement de ses infrastructures.

Le Soudan du Sud, qui accepte les critiques objectives des « experts », estime avoir mis en place un système de gouvernance décentralisé compétent, conformément à la Constitution de 2011. Ce sont 10 États qui ont été créés avec des gouverneurs démocratiquement élus. En 2010, le Président Kiir Mayardit a lui-même été élu avec une écrasante majorité, a rappelé M. Igga. Les prochaines élections ont été annoncées pour 2015.

Regrettant les problèmes sécuritaires qui ont surgi dans l'État de Jonglei, le Vice-Président a assuré la communauté internationale que son gouvernement est déterminé à faire de l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) une armée professionnelle, respectueuse des droits de l'homme et de l'état de droit. Le Président a amnistié les groupes rebelles et ordonné le désarmement de la population. Une commission pour la paix et la réconciliation a aussi été établie.

Par ailleurs, le Gouvernement du Soudan du Sud a permis à la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS), au Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA) et aux agences humanitaires de se rendre partout dans le pays, y compris dans l'État de Jonglei. La situation dans la région de Pibor était particulièrement préoccupante, mais les personnes ayant besoin d'une assistance humanitaire ont été identifiées. Dans cette région, il est urgent de former une force de police capable d'éliminer la forte criminalité.

Enfin, le Vice-Président a appelé les parties en guerre au Soudan à trouver une solution politique durable. Il a demandé à la communauté internationale de jouer un rôle accru pour aider les deux parties à réduire le fossé qui les sépare. En outre, la guerre civile qui a lieu en ce moment dans les régions des Monts Nouba et du Nil bleu du Soudan, ainsi qu'au Darfour, a créé un afflux de réfugiés au Soudan du Sud. Compte tenu de son expérience, le Soudan du Sud pourrait jouer un rôle de médiation constructif afin de réaliser la paix le long de sa frontière nord.

En conclusion, M. Igga a dit que le Soudan du Sud continuera de coopérer avec le Soudan pour mettre en œuvre l'accord sur le statut final d'Abyei à travers un référendum fixé à octobre 2013 par le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine.

M. NICOLAS TIANGAYE, Premier Ministre de la République centrafricaine, a indiqué que si l'Afrique se singularise par des actes de violences de tous ordres, ce continent offre néanmoins des raisons d'espérer depuis l'élection, il y a quelques jours, au Mali du Président Ibrahim Boubakar Keïta.

Le Premier Ministre a cité les causes endogènes et exogènes de la crise que connaît son pays qui ont favorisé la circulation d'un important flux d'armes de guerre de tout calibre dont les effets combinés pèsent lourdement sur la situation sécuritaire et humanitaire du pays. La République centrafricaine se trouve ainsi confrontée à des défis multiformes qui exigent des mesures immédiates. D'ici à 2015, a fait savoir M. Tiangaye, le Gouvernement entend mettre en œuvre, conformément aux engagements pris devant les chefs d'Etat et de Gouvernement de la CEEAC, les conditions d'un retour à la sécurité, à la paix, et à l'ordre constitutionnel.

Après avoir fait part des progrès en la matière, le Premier Ministre a affirmé qu'à la suite des exactions, des tueries et des pillages commis dans les quartiers de Boy-rabe et de Boeing, à Bangui, des mesures ont été prises pour interdire aux ex-Sé1éka d'assurer le maintien de l'ordre. C'est au moment où ces efforts sont en train de se faire pour ramener la paix et la sécurité, qu'une nouvelle flambée de violence a éclaté à Bossangoa et à Bouca, entraînant des affrontements armés entre les éléments de l'ex-Sé1éka et des bandes organisées en groupes d'autodéfense, se présentant comme des partisans de l'ancien Président en vue de la reconquête du pouvoir. Le massacre de familles de confession musulmane a entraîné des représailles d'une rare cruauté de la part des l'ex-Sé1éka.

Le Premier Ministre a annoncé la nomination au Ministère de la sécurité d'une personnalité de la société civile; l'arrestation et la traduction des auteurs des crimes, exactions et pillages des quartiers Boy-Rabe et Boeing ainsi que la condamnation de 13 éléments de l'ex-Sé1éka à huit ans de prison ferme; et la décision de confier toutes les opérations de maintien de l'ordre aux seules forces de la police et de la gendarmerie.

M. Tiangaye a qualifié la situation humanitaire de catastrophique et a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts et à continuer d'accompagner son pays dans la recherche d'une paix durable. C'est pour cela, a-t-il souligné, qu'il est urgent de rendre opérationnelle la Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA), placée sous l'égide de l'Union africaine (UA) et qui doit prendre le relais de la Force multinationale d'Afrique centrale (FOMAC).

Compte tenu de l'échelle de violence et de l'étendue des dégâts, a-t-il enchaîné, cette force multinationale doit bénéficier d'un mandat clair et ferme du Conseil de Sécurité avec pour mission la sécurisation, la pacification du pays et la protection des populations civiles. C'est à la communauté internationale qu'incombe le devoir de la doter de moyens financiers, matériels et logistiques afin de relever les nombreux défis auxquels le pays est confronté.

Le Premier Ministre a déclaré que les impératifs de la feuille de route définie à Libreville sont toujours d'actualité. Pour réussir à stabiliser et à pacifier le pays, a-t-il poursuivi, nous devons réinventer un nouveau programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) et repenser la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Il a néanmoins averti que la République centrafricaine ne parviendra pas à surmonter ces défis sans une quadruple aide: financière, technique, matérielle et humanitaire.

Il a précisé que plusieurs groupes armés étrangers s'étaient déjà installés en République centrafricaine, notamment les combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), tandis que la région de la Vakaga est traversée par de nombreux trafiquants et braconniers originaires des pays voisins, dont le Soudan. Si l'État centrafricain s'effondre, s'est-il encore alarmé, de nouveaux réseaux criminels et terroristes pourraient s'implanter dans le pays et déstabiliser toute la région. Il n'y a pas d'alternative à court terme. Il faut une implication totale de la communauté internationale, a conclu le Premier Ministre.

M. IURIE LEANCĂ, Premier Ministre de la République de Moldova, qui est intervenu en français, a indiqué que le développement durable est la seule voie à suivre pour assurer une vie décente aux populations et a assuré que son gouvernement œuvre assidûment, en partenariat avec l'Union européenne notamment, pour élaborer ses politiques nationales en la matière.

M. Leancă a ensuite indiqué qu'au cours des dernières années, la migration avait contribué à la stabilité macroéconomique de son pays. Il a vu dans l'investissement dans le capital humain une porte de sortie à la volatilité démographique et une condition indispensable à la prospérité du pays. C'est de cette manière, a-t-il poursuivi, que nous voulons diminuer l'interdépendance entre le développement et les flux de la migration et créer un environnement favorable au développement communautaire. Le Premier Ministre a donné des « exemples positifs » du Partenariat pour la mobilité entre la Moldova et l'Union européenne, lequel, a-t-il notamment expliqué, a permis de renforcer la capacité du Gouvernement à formuler et mettre en œuvre des politiques de migration.

Le Premier Ministre a fait savoir que son pays avait signé le Traité sur le commerce des armes et qu'il avait achevé le premier cycle de l'examen périodique universel du Conseil des droits de l'homme. En la matière, il a estimé qu'un Conseil des droits de l'homme robuste, apolitique et impartial devrait exercer une autorité plus grande, surtout dans les cas de violations graves des droits de l'homme et donner des orientations sur les meilleures pratiques. M. Leancă a annoncé la tenue, l'année prochaine, à Chisinau, du quatrième Séminaire des pays francophones.

Il s'est attardé sur l'important programme de réforme qu'entreprend son pays dans les domaines politique, économique, institutionnel, législatif, démographique et judiciaire, entre autres. Il s'est félicité du nouveau programme de modernisation technologique qui a été lancé dans le but de faciliter l'accès aux services du gouvernement, précisant que l'objectif ultime est de les rendre disponibles électroniquement à l'ensemble de la population d'ici à 2020. Ce système, a-t-il précisé, permettra d'assurer une véritable transparence entre le public et les fonctionnaires, de combattre la corruption et de réduire la bureaucratie. Il a également annoncé que son pays venait d'achever les négociations sur l'Accord d'association avec l'Union européenne et que le texte issu des négociations sera examiné au Sommet du partenariat de l'Est qui se tiendra au mois de novembre à Vilnius.

Le Premier Ministre moldave a ensuite attiré l'attention sur le conflit en Transnistrie. Il a expliqué que l'issue politique du conflit est une priorité stratégique et que l'objectif est d'unir les populations des deux rives de la rivière Nistru. Il a rappelé qu'un programme de renforcement de la confiance entre ces populations a été mis en place en 2007, grâce à l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement et de l'Union européenne.

Il a estimé qu'une solution viable doit être fondée sur le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du pays, et a précisé que son gouvernement est ouvert à l'idée d'accorder un statut spécial à la population de la rive gauche. Il doit cependant n'y avoir qu'un seul espace constitutionnel, économique et de défense délimité par les frontières reconnues de la République de Moldova, a-t-il néanmoins estimé.

M. Leancă a ensuite assuré que son gouvernement redoublera d'efforts pour veiller au respect de la liberté de mouvement, améliorer les réseaux de transports et créer des opportunités pour des échanges commerciaux de part et d'autre de la Nistru, sans oublier le maintien de la stabilité dans la zone de sécurité. Il a également jugé nécessaire de transformer le mécanisme actuel de maintien de la paix en une mission civile internationale, avant de se féliciter de la feuille de route qui figure dans le rapport du Haut Conseiller de l'ONU pour le respect des droits de l'homme dans la région de Transnistrie, M. Thomas Hammarberg. Le Premier Ministre a aussi demandé que la Fédération de Russie retire ses derniers soldats du territoire moldave.

M. MOTSOAHE THOMAS THABANE, Premier Ministre du Lesotho, a noté que la pauvreté et la maladie affligeaient toujours le monde, alors que la paix, la sécurité et la stabilité restaient fragiles et que le développement économique dans le monde restait un défi à relever. Beaucoup de pays ne vont vraisemblablement pas réussir à atteindre les OMD d'ici à 2015, et il faut en tenir compte pour planter le décor du programme de développement pour l'après-2015. Ainsi, il a dit attendre des objectifs de développement durable simples à mettre en œuvre et qui tiennent compte du fait qu'il n'existe pas de solution unique pour tous. Il faut concevoir un cadre de développement intégral qui bâtit sur les échecs et les succès des OMD et qui soit centré sur les personnes.

Ce programme doit également se baser sur les prémices de l'égalité souveraine entre tous les États tout en reconnaissant leurs interdépendances. Pour y arriver, la communauté internationale va devoir faire preuve d'un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle, a souligné le Premier Ministre. Il a également averti des dangers liés aux changements climatiques, en particulier pour ce qui est de la sécurité alimentaire. En tant que pays montagneux, le Lesotho accorde un intérêt particulier au concept du développement durable des montagnes qui sont une source importante d'eau et de biodiversité et dont la sauvegarde mérite des programmes internationaux.

En ce qui concerne la situation en Syrie, il a condamné fermement l'usage d'armes chimiques et a demandé à ce que les coupables soient traduits en justice en vertu du droit international. Il faut recourir, selon lui, à des institutions comme la Cour pénale internationale, tout en veillant à ce que cette Cour ne devienne pas « politisée » et éviter des « poursuites sélectives ». Compte tenu de la menace réelle que cette crise pose pour toute la région, il a exhorté la communauté internationale à y trouver une solution durable au plus vite.

Invoquant le concept de la « responsabilité de protéger », il a reconnu que la communauté internationale ne pouvait pas rester spectatrice face aux crimes contre l'humanité et aux génocides, mais, toutefois, il faut veiller à ne pas utiliser cette notion à mauvais escient en empiétant sur la souveraineté nationale des États ou en réinterprétant l'obligation faite aux États Membres de s'abstenir de recourir à la force.

Face à la recrudescence des conflits en Afrique, l'Union africaine a décidé qu'il fallait ouvrir un nouveau chapitre pour venir à bout des crises qui ont « sali la réputation » du continent africain. « Nous sommes déterminés à construire une Afrique sûre et pacifique », a affirmé le Premier Ministre. « Nos peuples attendent des Nations Unies des idées, un leadership et un espoir concret pour l'avenir », a-t-il rappelé en conclusion.

Dans un discours intitulé « Le veto aux tyrans », ELIO DI RUPO, Premier Ministre de la Belgique, a rappelé que c'est à Ypres, en Belgique, que les armes chimiques avaient été utilisées pour la première fois pendant la Première Guerre mondiale. « D'Ypres à Damas, l'Histoire du Monde est une Histoire commune ». Tous réunis ici, nous devons faire preuve d'autant de courage que les femmes et les hommes qui se battent dans la rue pour leur liberté et pour leur dignité, a exhorté M. Di Rupo, expliquant qu'au sein des Nations Unies, on disposait de « tout pour agir alors que ceux qui luttent n'ont souvent que leur courage pour subsister ».

« S'il faut mettre un veto, c'est un veto aux tyrans et à leurs crimes ». La paix est une responsabilité collective et il n'existe pas d'autre voie que le multilatéralisme pour améliorer les conditions de l'humanité. C'est ce qui motive l'engagement politique, financier et parfois militaire de la Belgique, quinzième contributeur financier de l'ONU. La Belgique adhère également au principe de la « responsabilité de protéger » et organisera en 2014 une conférence internationale sur la prévention des génocides.

« Quand nous agissons ensemble, nous obtenons des résultats », a déclaré M. Di Rupo, en invoquant pour preuve le Mali, même s'il est conscient « que tout n'est jamais définitivement acquis ». Pour que la paix soit durable, elle doit être continuellement nourrie. Il a salué les efforts récents de la communauté internationale en République démocratique du Congo (RDC) où le mandat renforcé de la MONUSCO donne

des premiers résultats et où l'Accord-cadre d'Addis-Abeba offre une réelle perspective de stabilisation de la région toute entière. Toutefois, un accord à Kampala est essentiel pour le processus, a-t-il averti, en expliquant que des solutions pragmatiques devaient être trouvées, sans pour autant accepter une amnistie générale ni admettre l'impunité, en ce qui concerne les crimes de guerre ou crimes contre l'humanité. De plus, l'intégrité territoriale de la RDC doit être respectée et toute ingérence externe doit cesser.

Rappelant qu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, « nous avons inscrit, dans notre Charte, les principes et les mécanismes pour mettre notre humanité à l'abri des guerres dévastatrices », M. Di Rupo a appelé à ces mécanismes et a exhorté chacun à prendre ses responsabilités au sein du Conseil de sécurité pour rétablir la paix partout là où des conflits font rage. Pour lui, dans le monde globalisé d'aujourd'hui, les solutions aux conflits ne peuvent être que politiques. C'est pourquoi, la Belgique soutient les efforts de Lakhdar Brahimi, Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie et salue l'initiative américano-russe en vue d'une Conférence de Genève II.

Pour M. Di Rupo, pratiquer la justice et garantir la paix passe par le respect du droit, notamment du droit humanitaire en situation de conflits et la lutte contre l'impunité. La Belgique fait partie des 56 autres États qui ont demandé le renvoi du dossier syrien à la Cour pénale internationale. L'action de la Cour contribue à l'avènement d'une époque de la responsabilité. Le droit doit permettre de sortir de la dictature et de l'oppression. À cet égard, il a expliqué qu'il ne faisait pas partie de ceux qui aujourd'hui se détournent de l'espoir suscité par le printemps arabe. « N'oublions pas en Tunisie, en Libye, en Égypte et ailleurs, toutes celles et ceux qui veulent vivre en paix. Nous devons les soutenir et promouvoir l'organisation d'élections libres et les encourager à rédiger des constitutions qui garantissent les droits fondamentaux, la justice et l'équité », a déclaré le Premier Ministre qui a également insisté sur le fait que le droit doit permettre de garantir les libertés individuelles.

Abordant la situation israélo-palestinienne, il a appelé à saisir l'opportunité offerte par « nos amis américains » pour parvenir à une solution fondée sur la coexistence de deux États, indépendants et coexistants dans la paix et la sécurité. Il s'est clairement prononcé contre la poursuite de la colonisation et a annoncé que la Belgique était prête à accueillir une conférence visant à assurer le soutien des partenaires économiques privés au processus de paix. Toutefois un volet économique ne peut se concevoir que s'il existe un volet politique et un calendrier concret, a-t-il précisé.

Pour ce qui est de l'espionnage et de la cybercriminalité, il a demandé si, au nom de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, on pouvait bafouer le droit à la protection de la vie privée. À titre personnel, M. Di Rupo a soutenu l'appel de Mme la Présidente du Brésil pour protéger la vie privée des citoyens partout et en particulier sur Internet. Elle avait en effet proposé un cadre multilatéral pour assurer la protection effective des données qui circulent sur Internet, a-t-il rappelé, ajoutant que l'Internet ne devait pas être un « instrument de guerre invisible », mais un instrument de développement pour tous.

M. LAURENT SALVADOR LAMOTHE, Premier Ministre d'Haïti, a rappelé qu'après le séisme dévastateur de 2010, « Haïti vivait de l'humanitaire ». Aujourd'hui, a-t-il assuré, Haïti est « résolument engagée sur la voie du progrès ». La vision de l'action gouvernementale s'inscrit dans les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

M. Lamothe a indiqué que la question de l'état de droit reste une priorité. Un Conseil supérieur judiciaire a été mis en place pour garantir l'indépendance des magistrats. La performance de la police a permis de classer Haïti parmi les pays les plus sûrs des Caraïbes. La presse jouit également d'une entière liberté et les membres de l'opposition politique exercent sans contrainte leurs droits.

Par ailleurs, a poursuivi le Premier Ministre, le Gouvernement continue de donner tout son appui au Collège transitoire du Conseil électoral permanent pour organiser des élections législatives et locales le plus rapidement possible. « Je témoigne devant vous de notre ferme volonté de consolider la démocratie, et de tout faire pour qu'à l'avenir le calendrier électoral soit respecté dans la plus grande rigueur », a-t-il insisté.

La scolarisation universelle en Haïti est passée de 49,6 en 2010, à 77,2 en 2013, et un programme ambitieux de lutte contre l'analphabétisme est en cours, a expliqué M. Lamothe.

Au registre de la lutte contre la pauvreté et la faim, le Gouvernement haïtien a fait des efforts considérables pour éviter un drame humanitaire. Haïti est le pays « le plus inégalitaire de l'Amérique latine et des Caraïbes ». Trois ministères ont ainsi été créés depuis 2011 pour renforcer les politiques publiques et une politique nationale de sécurité alimentaire a été définie. Une série de programmes sociaux pour les plus

vulnérables ont été introduits. Sur 1,5 million de réfugiés du séisme qui vivaient dans des tentes et des abris provisoires, 1,2 million a été relogé.

L'épidémie de choléra apparue en Haïti en octobre 2010 a fait plus de 8 000 victimes et infecté 600 000 personnes, a rappelé ensuite M. Lamothe qui a proposé qu'une partie du Fonds mondial soit dédiée à l'éradication de ce fléau en Haïti. « Si nous persistons à croire que les Nations Unies ont une responsabilité morale dans cette épidémie, il n'en reste pas moins vrai que l'ONU appuie les efforts du Gouvernement et des différentes agences nationales et internationales », a-t-il précisé. Par ailleurs, Haïti a réussi à contenir la propagation du VIH/sida.

La question de l'environnement est aussi une préoccupation importante puisqu'une très grande partie de la couverture végétale a disparu en Haïti, a ajouté le Premier Ministre.

« Je conclurai en vous demandant d'observer de plus près cette Haïti différente qui émerge depuis trois ans en dépit des problèmes quotidiens et d'un héritage lourd », a-t-il déclaré. Cependant « si la communauté internationale avait respecté les engagements de l'ordre de 10 milliards de dollars pris lors de la réunion du 31 mars 2010, les résultats seraient encore meilleurs ».

Nous sommes dans un lieu où tous les pays du monde se rencontrent, discutent et essaient de trouver des solutions aux questions régionales et internationales. Mais, a regretté M. JOHN KEY, Premier Ministre de la Nouvelle-Zélande, certaines des discussions sont tellement « obscures » qu'elles paraissent coupées de la réalité qu'elles prétendent examiner. Les petits États insulaires, pour lesquels l'ONU est si importante, s'en inquiètent particulièrement, a avoué le Premier Ministre qui, cette fois, s'est dit « plus attristé encore » par le fait que l'ONU échoue si souvent à trouver les solutions que le monde attend d'elle. Le fossé entre attente et décision n'est rien moins qu'évident, a tranché le Premier Ministre, en invoquant la situation en Syrie.

Mais, a-t-il souligné, les échecs sont surtout le fait des États Membres et de leurs dirigeants. Il n'y aurait pas eu une situation humanitaire aussi catastrophique en Syrie si les dirigeants syriens avaient honoré leurs engagements. Mais, il est vrai aussi que l'ONU n'aurait pas été « un passant impuissant » si les désaccords entre les membres du Conseil n'avaient servi de bouclier au régime de Bashar Al-Assad, confortant ainsi dans leurs craintes la Nouvelle-Zélande et les autres pays qui s'étaient opposés au droit de veto dès la Conférence de San Francisco en 1945. Aujourd'hui, le Premier Ministre s'est félicité de ce que le Conseil ait tenu une réunion sur la situation en Syrie. Parlant des armes chimiques, il a estimé que ceux essayant de mettre en doute le rapport de la mission d'enquête passent pour des gens légers et rendent un mauvais service à l'ONU. Le Conseil doit agir, adopter une résolution qui réponde à l'utilisation des armes chimiques, prévoie la traduction en justice des responsables et protège la population civile.

Le Premier Ministre a dit sa fierté d'être citoyen d'un pays certes petit mais indépendant et jaloux de sa diversité, un pays qui a un vaste réseau d'amis et de relations commerciales avec les principales régions et les grands marchés du monde. Il a donc réitéré l'importance qu'il attache à la finalisation du Cycle de Doha, parce que, comme avec les Nations Unies, les règles établies par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'appliquent à tous les pays, qu'ils soient grands ou petits. S'agissant de la lutte contre les changements climatiques, il a réclamé un cadre juridique unique qui engage tous les grands émetteurs de gaz à effet de serre.

Venant à la politique étrangère, le Premier Ministre a dit attendre « avec un intérêt intense et un espoir prudent » le retour de la démocratie à Fiji. Dans la ville afghane de Bamyán, d'où elle a retiré ses troupes, la Nouvelle-Zélande construit aujourd'hui le plus grand système d'énergie solaire.

Le Premier Ministre a conclu en expliquant la logique qui sous-tend les appels à la réforme du Conseil de sécurité. Le nombre d'États a quadruplé depuis 1945 alors que les principaux organes de l'ONU, en particulier le Conseil de sécurité, sont restés prisonniers de leur propre tradition et des intérêts des plus puissants. Entre 1950 et 1990, on pouvait imputer la paralysie du Conseil à la guerre froide. Aujourd'hui, l'argument ne tient plus.

La Nouvelle-Zélande est candidate dès cette année à un siège non permanent du Conseil. Elle signerait ainsi un retour après 21 ans d'absence. Cela fait longtemps, mais pas assez longtemps, pour que le pays ait oublié les enseignements qu'elle a tirés de son dernier mandat, à savoir que pour compter, il faut s'engager, écouter les autres, avoir un point de vue et une voix, et ne pas craindre de bousculer.

Au nom de la Communauté d'Amérique latine et des Caraïbes (CELAC), M. BRUNO RODRIGUÉZ PARILLA, Ministre des affaires étrangères de Cuba, a indiqué que lors de sa dernière Réunion de haut niveau sur le désarmement nucléaire, la CELAC a exprimé sa préoccupation face à la menace nucléaire et souligné la nécessité urgente d'avancer vers le désarmement et l'élimination totale des armes nucléaires. Pour la première fois, a-t-il aussi indiqué, la CELAC a présenté une initiative commune au Conseil des droits de l'homme sur le droit à la paix qui devrait donner lieu à une déclaration à soumettre pour approbation à l'Assemblée générale. La CELAC a aussi réitéré son appui à des négociations entre l'Argentine et le Royaume-Uni, et entre le Gouvernement colombien et les FARC.

La CELAC, a poursuivi le Ministre, n'a pas manqué de souligner le caractère latino-américain de Porto-Rico et de prendre note des résolutions de l'ONU. Rejetant le terrorisme, la CELAC a appelé à une solution politique du conflit syrien. Elle a renouvelé sa coopération avec Haïti et condamné vigoureusement le sort qui a été réservé au Président de la Bolivie lors de son voyage en Europe. La CELAC rend une nouvelle fois hommage à un de ses principaux fondateurs et promoteurs, le Président Hugo Chavez du Venezuela et se félicite de l'élection du pape François.

Le CECLAC déclare aussi, a dit le Ministre, que l'espionnage mondial dont certaines de ses membres ont été victimes est une violation des droits de ses citoyens, du principe de souveraineté des États et du droit international. La CELAC souligne l'importance du programme de développement pour l'après-2015 qui devrait avoir des objectifs volontaires, universels, clairs, quantifiables et conformes aux réalités nationales, avec pour but d'éliminer la pauvreté et de promouvoir le développement durable.

Ce nouveau cadre doit être inclusif, transparent et conforme aux engagements pris par les pays développés en matière d'aide publique au développement (APD), et encourager la coopération Sud-Sud ainsi que la coopération triangulaire sur des questions multisectorielles et avec la participation de tous les acteurs sociaux. Enfin, sur les changements climatiques, la CELAC applaudit l'adoption de la seconde période du Protocole de Kyoto malgré l'absence manifeste de volonté politique chez plusieurs nations développées qui ont empêché les accords sur les ressources financières additionnelles et prévisibles et sur les mécanismes de transfert de technologies.

M. RAMTANE LAMAMRA, Ministre des affaires étrangères de l'Algérie, s'est enorgueilli de ce que les efforts déployés par son pays ont permis de réaliser la plupart des OMD avant l'échéance de 2015. Dans le même temps, l'Algérie projette son propre développement dans la cohérence historique du grand projet unitaire maghrébin que les peuples de la région appellent de tous leurs vœux. Après avoir rappelé la détermination de son pays à contribuer à la résolution des problèmes africains, le Ministre a exprimé la solidarité de son pays avec les peuples arabes qui vivent des transitions difficiles et font face à nombre de défis dans une étape de transformation démocratique et socioéconomique particulièrement délicate. Il a appelé à des solutions politiques aux crises de gouvernance ainsi qu'à la gestion consensuelle des périodes de transition. D'évidence, a dit le Ministre, les solutions militaires ne sont ni possibles ni souhaitables dans ces contextes de polarisation des sociétés et d'exacerbation de particularismes et de dissensions.

Le Ministre a condamné l'usage d'armes chimiques en Syrie et salué l'initiative de la Fédération de Russie et l'Accord russo-américain ainsi que l'adhésion syrienne à la Convention sur les armes chimiques. Il a appelé à une dynamique politique devant mener à la Conférence de Genève II. Il a insisté sur la recherche d'une solution politique entre les parties syriennes. Il a aussi appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts en vue de l'établissement rapide d'un État palestinien reconnu dans ses frontières de juin 1967, avec El Qods comme capitale. Le Ministre a conclu en présentant la candidature de son pays à un siège au Conseil des droits de l'homme pour la période 2014-2016.

M. SAMURA KAMARA, Ministre des affaires étrangères de la Sierra Leone, a souhaité que le programme de développement pour l'après-2015 se concentre sur les causes et les conséquences des conflits, de la violence et des catastrophes naturelles. À cet égard, la Sierra Leone se félicite de l'adoption récente du Traité sur le commerce des armes. Le Ministre a espéré que cet instrument permettra de réguler et de minimiser le transfert illicite des armes classiques, une source de l'escalade des conflits dans le monde en développement, notamment en Afrique. Par ailleurs, en tant que pays se relevant d'un conflit, la Sierra Leone se tient prête à accroître sa participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et à réformer celles-ci.

M. Kamara a remercié les Nations Unies pour leur appui aux élections générales « pacifiques, libres, justes et transparentes » qui se sont déroulées dans son pays le 17 novembre 2012. Avec la Commission de consolidation de la paix et le Bureau d'appui à la consolidation de la paix, la Sierra Leone continue de

progresser dans les domaines de la bonne gouvernance, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes et de la lutte contre la criminalité transnationale organisée.

M. Kamara a indiqué que son gouvernement a lancé, en juillet dernier, un « agenda pour la prospérité » qui constituera la feuille de route de la Sierra Leone dans le cadre de son programme de développement pour l'après-2015. Le pays aspire à devenir un pays à revenu intermédiaire pour réduire la pauvreté et améliorer le niveau de vie de ses habitants. Il entend rester fidèle à sa tradition de tolérance religieuse et de coexistence pacifique. En 2012, une loi spéciale a été adoptée pour combattre la violence sexuelle contre les femmes et les filles.

Par ailleurs, le Ministre a salué le travail accompli par le Tribunal spécial pour la Sierra Leone. Il s'est également réjoui de l'entrée en vigueur, en août 2013, du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels.

En tant que Coordonnateur du Comité des 10 chefs d'État de l'Union africaine sur la réforme du Conseil de sécurité, M. Kamara a réaffirmé l'urgence d'une telle réforme pour établir une représentation géographique équitable au sein du Conseil. La participation de l'Afrique aux négociations intergouvernementales est profondément ancrée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte sur la réforme des Nations Unies, a-t-il conclu.

M. LAURENT KAVAKURE, Ministre des relations extérieures du Burundi, a axé son intervention sur la situation politique et économique de son pays ainsi que sur les avancées par rapport aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Sur le plan politique, le pays prépare les élections générales en 2015. Il s'apprête aussi à se doter d'une commission vérité et réconciliation (CVR) pour faire la lumière sur des violations des droits de l'homme depuis l'indépendance, afin de créer une société plus stable et plus démocratique.

Sur le plan socioéconomique, a poursuivi le Ministre, le Burundi a adopté en décembre 2012, la « Vision Burundi 2020 » qui indique ce que le pays sera en 2025, et dont les piliers visent notamment à promouvoir un leadership fort à tous les niveaux de l'appareil d'État, à fournir une qualité de vie à la population, à compter sur une population éduquée et jouissant d'une bonne santé ainsi qu'à promouvoir une croissance économique accélérée et à deux chiffres. Le Burundi a aussi adopté le « Cadre de stratégie de croissance et de lutte contre la pauvreté 2012-2016 et dont les objectifs sont, entre autres, la consolidation de la paix; la sécurité et l'état de droit, la maîtrise de la croissance démographique et l'augmentation de la production et de la commercialisation agricole.

S'agissant de la réalisation du premier des OMD à savoir l'élimination de l'extrême pauvreté, le Ministre a indiqué que l'incidence de la pauvreté était de 67% en 2006 contre 81,3% en 1998. Après avoir expliqué les progrès dans les autres OMD, le Ministre a indiqué que pour le programme de développement pour l'après-2015, les consultations nationales proposent de l'articuler autour de la gouvernance, des inégalités, des conflits; de la croissance économique et de l'emploi; de l'énergie, de l'eau et de la durabilité; de l'accès aux services sociaux de base, et de la sécurité alimentaire.

En ce qui concerne le cadre stratégique de consolidation de la paix, une troisième phase de ce programme est en cours d'élaboration par le Gouvernement conjointement avec le Bureau des Nations Unies au Burundi et le Bureau qui en a la charge à New York. « Au regard des progrès notables déjà enregistrés depuis que notre pays est sous l'agenda de la Commission de consolidation de la paix, le Burundi estime qu'il est temps qu'il se retire progressivement de l'Agenda de la Commission », a avancé le Ministre. En outre, le Gouvernement du Burundi souhaite voir le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUD) se transformer en février 2014, en équipe de pays des Nations Unies au Burundi.

Pour ce qui est du rôle du pays aux niveaux national et international, le Burundi a été l'un des premiers pays à participer à la Mission de l'Union africaine en Somalie depuis 2007. S'agissant du Mali, le contingent burundais est prêt pour être déployé dans ce pays, a dit le Ministre. Concernant la situation dans l'est de la République démocratique du Congo, le Burundi s'associe aux autres pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et autres partenaires pour ramener la paix dans ce pays. S'agissant de la situation en République centrafricaine, le Burundi se tient prêt à se joindre aux autres nations afin d'y déployer un contingent militaire pour participer au rétablissement de la paix, a indiqué le Ministre.

À propos de la Cour pénale internationale (CPI), le Burundi exprime sa totale solidarité envers le peuple kényan qui vient d'élire démocratiquement ses dirigeants et souhaite que la CPI revoie son mode de

fonctionnement. Le Ministre a plaidé pour la révision du Statut de Rome à la prochaine Assemblée générale des États parties, prévue du 20 au 28 novembre 2013. Avant de conclure, il s'est félicité de l'annonce de la tenue de la réunion ministérielle, par l'Union africaine, en marge de cette soixante-huitième Assemblée générale, le 27 septembre 2013, et de la convocation d'un sommet de chefs d'États de l'Union africaine, le 11 et 12 octobre à Addis-Abeba, pour prendre des décisions à ce sujet.

M. JOSÉ ANTONIO MEADE KURIBREÑA, Ministre des affaires étrangères du Mexique, a rappelé qu'au cours des deux mois précédents son pays avait essuyé simultanément deux ouragans d'une violence sans précédent, Ingrid et Manuel. Pendant les dernières décennies, le Mexique a œuvré avec ardeur pour renforcer sa capacité à prévenir et à répondre aux catastrophes naturelles. Une plus grande vulnérabilité souligne la nécessité d'agir de façon urgente, a-t-il assuré.

Se félicitant de la décision prise par le Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, de convoquer en 2014 un sommet sur les conséquences des changements climatiques, il a indiqué que son pays continuerait de contribuer à la pleine mise en œuvre des accords conclus en 2010 à Cancún.

Par ailleurs, M. Kuribreña a affirmé que le Mexique appuie les initiatives diplomatiques visant à trouver une solution politique et pacifique à la crise syrienne, en particulier l'Accord obtenu entre la Fédération de Russie et les États-Unis pour éliminer toutes les armes chimiques en Syrie. Le Mexique, a-t-il ajouté, appuie la tenue de la Conférence internationale sur la Syrie « Genève II » dès que possible et avec l'objectif d'aboutir à un cadre pour une paix durable dans ce pays.

En outre, il s'est dit favorable à une réforme du Conseil de sécurité lui permettant de représenter véritablement la communauté internationale et de ne pas élargir les privilèges de quelques-uns. De même, a-t-il dit, le Conseil de sécurité doit être transparent et l'exercice du droit de veto limité lorsqu'il s'agit de traiter de questions de génocide, de crimes de guerre, de purification ethnique et de crimes contre l'humanité.

Le Ministre a exprimé l'attachement de son pays au désarmement nucléaire. En février 2014, a-t-il souligné, le Mexique organisera à Nayarit, sur la côte du Pacifique, la deuxième Conférence sur les incidences humanitaires des armes nucléaires et des autres armes de destruction massive.

Concernant le problème mondial de la drogue, il a déclaré que son pays, à l'instar du Chili, de la Colombie, du Costa Rica, du Guatemala, du Paraguay et d'autres, plaide en faveur d'une évaluation des politiques internationales dans ce domaine et de la recherche d'une réponse plus efficace et globale, qui intégrerait une perspective sanitaire et un cadre pour le respect des droits de l'homme.

La priorité doit être accordée aux efforts de prévention, a-t-il dit, soulignant la nécessité de renforcer la coopération internationale visant à réduire les flux d'armes illégales et l'argent qui sert à alimenter les réseaux criminels.

Enfin, s'agissant des négociations sur le programme de développement pour l'après-2015, le Mexique, a affirmé M. Kuribreña, appelle à une réunion internationale en vue de promouvoir une perspective mondiale et l'inclusion des groupes les plus vulnérables.

M. NASSIROU BAKO ARIFARI, Ministre des affaires étrangères, de l'intégration africaine, de la francophonie et des Béninois de l'extérieur, a déclaré qu'il importe d'intégrer dans le programme de développement pour l'après-2015 les OMD non atteints à terme et de leur accorder un ordre de priorité absolu de manière à établir une continuité en tenant compte du nouveau cadre normatif établi par le Sommet Rio+20 et des exigences qui découleront des objectifs de développement durable en cours d'élaboration.

Ce programme doit en outre se décliner en mesures spécifiques ciblant les réformes et les mesures correctives nécessaires pour rétablir les équilibres rompus ou menacés, a dit le Ministre béninois. Aussi, il y a lieu de soutenir l'affirmation contenue dans le Rapport du Secrétaire général « Une vie dans la dignité pour tous » selon laquelle les besoins des pays les moins avancés (PMA) et des pays vulnérables constitueront la base de la définition des objectifs de ce programme. Il a aussi plaidé pour que le Programme d'action d'Istanbul soit perçu comme partie intégrante du programme de développement pour l'après-2015 avec son objectif d'assurer le passage de la moitié des 49 PMA à un niveau de revenu supérieur d'ici à l'an 2020. Dans cette optique, a-t-il ajouté, le Bénin se propose d'organiser à Cotonou, en avril 2014, une conférence internationale sur « Les nouveaux partenariats pour le développement des capacités de production des PMA dans le cadre de l'application du Programme d'Istanbul ».

Par ailleurs, le Ministre a rappelé « qu'à Rio+20, nous avons affirmé le lien inhérent à établir entre les piliers économique, social et environnemental du développement durable. À cet égard, nous devons investir davantage dans la garantie de la paix et de la sécurité comme un facteur essentiel du développement durable ». « Nous devons aussi renforcer l'autorité des régimes internationaux de régulation et faire progresser les chantiers du désarmement dont la paralysie est porteuse de gros risques pour l'humanité », a-t-il continué. Qui plus est, « nous devons également mieux utiliser les mécanismes de règlement pacifique des différends et de prévention des conflits.

« Le partenariat qui se construit à l'ONU avec les organisations régionales est un précieux instrument pour bâtir ensemble un monde plus intégré et plus solidaire », a dit le Ministre. À cet égard, les orientations adoptées dans la stratégie intégrée pour le Sahel doivent être mises en œuvre avec détermination pour transformer les défis en opportunités de croissance et de progrès, a-t-il dit. Le Ministre a, en outre, dénoncé la recrudescence de la piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée et ses conséquences pour l'économie des pays de la côte atlantique et de l'hinterland. Avant de terminer, il s'est dit préoccupé par le retard que prend la création de l'État palestinien et la paralysie des Nations Unies face à certaines grandes crises politico-militaires lesquelles montrent l'urgence de réformer le système international, en particulier le Conseil de sécurité.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel